

# LE MONDE LIBERTAIRE



www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

« De Hiroshima à Fukushima, ce qui devait arriver Areva. »

Mr. Rayon X

N° 1637

du 26 mai au 1<sup>er</sup> juin 2011

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

## Pour la décroissance



## de la population carcérale

M 02137 - 1637 - F: 2,50 €



# Editorial

## De l'Internationale à l'Intergalactique?

Il était 8 heures du mat', je prenais mon petit déj' avant d'aller au turbin. La tête dans le cul. Comme d'hab'. Du moins jusqu'au moment où mon poste radio me beugla une info qui me la fit ressortir vite fait bien fait. Le gouvernement des États-Unis décidait de ne plus financer le projet Seti. Seti? Non, pas le pharaon. Seti? Oui, Seti. Seti pour «Search for Extraterrestrial Intelligence», autrement dit – pour mes aminches qui ne billeraient pas grand chose à l'english – «Recherche d'une intelligence extraterrestre». Eh ouais, mon bougre! Barrack Obama, qui se sent pousser des ailes depuis qu'il a buté le barbu le plus recherché de la planète, a décidé de rompre toute communication avec nos frères et sœurs éparpillés un peu partout aux quatre coins de l'Univers. Ce brave bonhomme a choisi de plonger la Terre dans un mutisme intergalactique. Une décision qui doit sans doute s'inscrire dans cette vieille logique du moment (sic) du repli identitaire. Après les cons régionalistes et les cons nationalistes, bonjour aux cons planétistes! Mais n'est-ce seulement qu'une question de repli identitaire terrien? Pas sûr. Des bruits courent comme quoi des extraterrestres auraient répondu aux messages envoyés continuellement depuis 1984, année de création du Seti... Un informateur, dont je tairai l'identité (il faut toujours protéger ses sources, hein!), m'a transmis cette réponse que mon devoir de journaliste honnête et consciencieux m'oblige à porter à votre connaissance. La voici: «Sur Terre comme ailleurs, la même merde. Des patrons, des flics, des curés. Nous aussi, on en a assez. Exploités de l'Univers, unissez-vous. L'Intergalactique sera le genre vivant.» Eh ouais, les fameux petits hommes verts aussi voient rouges. Et ça, ça leur fout les boules. Vous imaginez le bordel? Une grève générale épaulée par des vaisseaux spatiaux? Des brigades intergalactiques de soutien venus de toute la galaxie? Sûr qu'à ce moment-là, on l'aura notre jour de l'indépendance! Sûr qu'ce serait classe, j'vous l'dis! Mais pour ça, encore faudrait-il qu'on se décide enfin à construire cette grève générale... Sans quoi, pas de lendemains chantants à l'horizon. Allez, tous à nos piquets!

# Sommaire

## Actualité

**Surpopulation carcérale**, par A. Sulfide, page 3

**Non à la flikiatrie**, par J. Monjot, page 4

**Météo syndicale**, par L. Barbosois, page 4

**Répression en Grèce**, Fédération anarchiste, page 5

**L'Autruche**, par F. Ladrissé, page 5

**Une Journée contre l'homophobie ?**, par P. Schindler, page 7

**DSK et le FMI**, par J. Langlois, page 9

## Potkinisme

**Gospel patronal**, par N. Potkine, page 11

## Arguments

**Droites parlementaires et extrêmes, patronat et Église**, par P. Noir, page 12

## Sciences

**De nouvelles armes non létales**, par P. Gaucher, page 17

## Histoire

**Victor Serge, l'homme double**, entretien avec J.-L. Sahagian, page 18

## Mouvement

**Manifestation pour l'autogestion**, par Bibo, page 20

**C'est pas du cinoche**, par Bibo, page 21

**Nécrologie : René Gieure**, page 21

**La plus parlante des radios**, page 22

**L'agenda vous appelle, camarades**, page 23

## Tarifs France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n<sup>os</sup>  25 €

6 mois, 25 n<sup>os</sup>  50 €

1 an, 45 n<sup>os</sup>  75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

**Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France**

Nom \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Code postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_

## Bulletin d'abonnement

### Abonnement de soutien

1 an, 45 n<sup>os</sup>  95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine et gratuit pour les détenus. Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international (IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363). (BIC: CCOFRRPPXXX)  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

# « La prison n'est qu'un espace muré qui cache les échecs de la société. »

(Anthony Dacheville, *Une autre vie*)

LANCÉS EN 2006 à l'initiative de l'Observatoire international des prisons (OIP), les états généraux de la condition pénitentiaire se proposaient de rendre les murs plus transparents, à défaut de les faire tomber. Par le biais d'un questionnaire détaillé, détenus et personnels de l'administration pénitentiaire étaient invités à s'exprimer sur l'état des prisons et les moyens à envisager pour aboutir à une situation digne d'un État de droit, selon l'expression de Gabriel Mouesca, alors président de l'OIP.

Cette forme d'audit, inédite, ne manquait pas de pertinence après les nombreux rapports officiels (constats des commissions d'enquête parlementaire et sénatoriale, puis du commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Europe), tous accablants, qui pointaient une « humiliation pour la République ». C'est dire si l'humiliation pour les détenus allait de soi !

Les états généraux de la condition pénitentiaire visaient à interpeller les politiques, alors en lice pour la présidence, sur une urgente et ambitieuse réforme de la politique pénale. Certes, les anarchistes ne goûtent guère les assaisonnements de la sauce punitive, ni cette façon de demander aux principaux intéressés comment ils préféreraient être châtiés.

Reste que, si l'on veut de toutes ses forces faire disparaître ce cancer social qu'est la prison, on peut aussi, en attendant, tâcher de réduire au minimum la douleur subie.

Par milliers, les détenus avaient répondu à l'invitation, suivis – assez timidement, il faut le dire – par certains fonctionnaires de l'administration pénitentiaire. Les observateurs furent même assez surpris par la qualité des réflexions élaborées par les taulards, animés d'un esprit citoyen qu'on ne rencontre pas toujours à l'extérieur des hauts murs.

Nul doute qu'au fond des cellules, un espoir – mince sans doute, mais un espoir quand même – était né de cette libération de la parole. L'espoir d'un changement. La présence de Robert Badinter, sous l'égide duquel se tenaient les états généraux, ne manquait pas de poids, lui qui déclarait à l'époque : « Je suis convaincu que l'histoire retiendra le nom de celle ou de celui qui, en assumant la présidence, aura à cœur

d'entreprendre un véritable projet de réforme de la condition pénitentiaire. L'exemple de François Mitterrand, s'agissant de la peine de mort, témoigne après un quart de siècle que, dans le bilan d'un président, figurent au premier rang les actes d'humanité qu'il a eu le courage politique d'accomplir. »

Des paroles fortes, qui occultaient un peu un autre bilan auquel l'ex-garde des Sceaux n'était pas étranger, car conséquence directe de l'abolition de la peine capitale : l'extension des peines dites de sûreté et, de là, l'instauration d'une peine de mort lente pour les condamnés au long cours.

On sait comment finissent les nobles élans, déclarations d'intentions ou annonces de mesures exceptionnelles, passée la crise qui les a fait naître : aux oubliettes.

Les oubliettes, justement, dont les effectifs – contraints et forcés – ont passé le cap historique de 64 584 détenus au 1<sup>er</sup> mai 2011. Voilà un record dont le prolétariat en fête se serait bien passé ! Certes, on précise que le taux de surpopulation carcérale est de 115 %, au lieu de 126 % en juillet 2008<sup>1</sup>. Cela fera une belle jambe aux engagés, heureux d'apprendre que le délire sécuritaire est plus ou moins contenu par l'accroissement du parc pénitentiaire, puisque 6 000 nouvelles places se sont « ouvertes » – oh, pas longtemps – depuis deux ans, et 70 000 de mieux sont attendues à l'horizon 2018.

« Peines plancher », criminalisation à outrance, chasse aux sans-papiers, réduction des dispositifs d'aménagement de peines et de libération conditionnelle, suppression de la grâce présidentielle... autant de paramètres expliquant cette fuite en avant, qui n'est d'ailleurs pas propre au « pays des droits de l'homme ». Un peu partout en Europe, les taux de surpopulation carcérale explosent : pays Baltes, île de Chypre dotée d'une unique prison qui, en 2004, battait tous les records avec un taux de 160 % (du fait des arrestations massives de migrants)<sup>2</sup>, ou encore l'Italie avec, en 2006, 20 000 taulards de plus que la capacité théorique des prisons. Situation aussi alarmante au Québec, face à laquelle le gouvernement libéral n'a d'autre perspective que la création de nouvelles structures d'enfermement. Idem à Madagascar où, du fait des len-

teurs administratives et du désintérêt du ministre de tutelle, l'inhumanité progresse à grands pas. Liste non exhaustive, hélas.

Situation explosive ? Sans doute. Mais le propre du libéralisme, désormais intégré à tous les domaines de l'activité humaine, est de générer des situations toujours modulables. Ainsi celle des bons élèves dont les prisons affichent des taux d'occupation plus raisonnables. Un exemple : en janvier 2010, le parlement néerlandais a donné son feu vert définitif à la location par la Belgique de 500 cellules de prison aux Pays-Bas. La Belgique devra en contrepartie verser 30 millions d'euros par an (soit un loyer de 5 000 euros par mois pour une cellule, selon le ministère de la Justice néerlandais). Les premiers transferts de prisonniers ont commencé le mois suivant.

Belles perspectives au sein de cette Europe démocratique toujours en construction...

Retour en France, à l'amorce d'une nouvelle campagne présidentielle.

« Il faut passer d'une culture du tout enfermement à une culture du tout contrôle », estimait le député socialiste Dominique Raimbourg, à l'occasion d'une proposition de loi (rejetée en commission) pour « prévenir » la surpopulation carcérale. C'était le 17 novembre dernier. Électeur, te voilà donc prévenu.

André Sulfide

1. Encore faut-il rester prudent à la lecture des pourcentages officiels, adaptables et adaptés en fonction des intérêts du jour. Ainsi, à la maison d'arrêt de Sequedin (Nord), l'Ufap Unsa Justice s'est récemment fendue d'un tract dénonçant l'artifice qui a permis à la direction de l'établissement d'augmenter la capacité d'accueil, passant de 638 à 1 051 places. Comment ? En doublant les lits dans de nombreuses cellules, normalisant ainsi une situation de fait, c'est-à-dire deux voire trois détenus par cellule de 10 m<sup>2</sup>. « Un tour de passe-passe qui permet d'éviter les amendes de la Cour européenne des droits de l'homme », selon le syndicat pénitentiaire.

2. Record battu, depuis, par la France et ses établissements de Béthune, Nîmes, Perpignan, Strasbourg, Carcassonne, entre autres, avec respectivement 212 %, 182 %, 177 %, 172 %, et 161 %.

# Non à la flikiatrie

**LES NOUVELLES LOIS SÉCURITAIRES** et de remise en cause de la loi de 1990 stigmatisent les malades en les désignant comme des criminels. Cela rappelle les propos de Sarkozy alors ministre de l'Intérieur quand il affirmait que « tous les malades mentaux sont des délinquants potentiels » – ce qui est absurde. Dans la réalité, les patients traités sont, statistiquement, moins dangereux que la population dite normale. Un déprimé suite au décès d'un proche peut avoir besoin d'un soin psychologique pour faire son deuil. Ce n'est pas un délinquant à dénoncer à la police pour le fichier.

On caricature le patient en psychiatrie qu'il faudrait enfermer, alors que l'hospitalisation sous contrainte ne concerne qu'un faible pourcentage de patients qui avaient la possibilité d'un recours auprès du procureur s'ils estimaient qu'ils ne relevaient pas de mesure de contrainte. La sortie d'essai de soin sous contrainte permet au patient de retrouver son domicile et d'être suivi lors d'un traitement ambulatoire. C'est le rôle symbolique de la loi qui se fait dans la relation et évite des ruptures de prise en charge avec rechutes et hospitalisations. Mais la plupart des patients sont en hospitalisation libre ou suivis librement en ambulatoire. Pour cela, il y a des consultations médicales, psychologiques, sociales, infirmières en centres

médico-psychologiques, des visites à domicile pour aider certains patients quant à leur autonomie, aux gestes de la vie quotidienne, des foyers de post-cure, des centres d'accueil thérapeutique à temps partiel où les patients peuvent avoir des activités créatrices et des relations sociales, des centres d'accueil et de crise pour les patients présentant un épisode aigu. Mais toutes ces structures intermédiaires sont menacées par la destruction du service public qui les supprimera par manque de moyens et d'effectifs, réduction budgétaire oblige.

Ne resteront que des consultations pour une « chimie » et un hôpital transformé en prison. Le soignant fera du gardiennage, alors que ce n'est pas son rôle. C'est la disparition du soin. Le recours à un juge des libertés et de l'application des peines pour décider de l'hospitalisation sous contrainte met sur le même plan hôpital et prison, maladie et conduite délictueuse, où la notion d'ordre public remplace l'abord clinique de la pathologie. C'est une menace sur la diversité thérapeutique qui ne se limite pas au médicament, même si celui-ci peut soulager le patient en souffrance psychique. On oublie trop souvent que le patient souffre de sa pathologie. On oublie aussi que certains patients, en phase aiguë, peuvent être dange-

reux pour autrui, mais aussi pour eux-mêmes. Le soin vise à protéger le patient des conséquences de sa pathologie.

L'hôpital-prison sera vite plein, avec parfois un amalgame entre maladie et délinquance, ce qui n'est pas la même question ni la même solution. La délinquance et la violence sont des questions sociales. Le résultat est un hôpital plein avec un *turn-over* incessant des patients, un manque de place pour hospitaliser librement des patients en phase aiguë, une absence d'alternative à l'hospitalisation. Les patients les plus pauvres n'auront droit qu'à un service public réduit au soin minimum. Or la plupart des patients souffrent des conséquences sociales de leur maladie et disposent de peu de ressources. Les riches, eux, iront dans le privé qui voit son marché, et son profit, augmenter. C'est la « frikiatrie » privée.

C'est un des signes de la dérive paranoïaque et fasciste de l'État en période de crise du capital, alors que la crise est due à l'existence même du capitalisme. Mais là-dessus, pas un mot...

Jean Monjot

Individuel

de la Fédération anarchiste

## Météo syndicale

**LES VICTOIRES DU MONDE DU TRAVAIL** n'ont souvent rien d'une Blitzkrieg où les avancées revendicatives font la une des journaux télévisés. La cour d'appel de Versailles a reconnu la semaine dernière la « faute inexcusable » de Renault dans le suicide en 2006 d'un ingénieur au technocentre de Guyancourt (Yvelines). Il s'était jeté du cinquième étage du bâtiment principal. Comme l'a déclaré sa veuve : « J'espère que ça sonnera comme un avertissement pour les entreprises qui mettent en place des systèmes de management destructeurs. » La Poste, la SNCF doivent être sur la liste et, entre autres, SUD s'en occupe !

Autre ambiance chez Maf Roda à Montauban. On y fabrique des machines pour conditionner et calibrer les fruits. Depuis janvier, les conditions de travail ont atteint l'insupportable. Les niveaux sonores atteints lors du travail du métal occasionnent des arrêts maladie et des accidents du travail. Face à cela, le patron affiche les noms des « fainéants » sur les murs de l'entreprise ! Les soixante ouvriers se sont mis en grève. Les bénéfices de Maf

Roda ayant presque doublé, il y avait de quoi répartir les richesses... Mais face aux revendications, le PDG déclara à propos des grévistes (repris dans le lendemain dans la *Dépêche du Midi*) : « C'est al-Qaida, des terroristes tout simplement. » Vous avez dit criminalisation de l'action syndicale ?

Du côté de la CGT Force Ouvrière, cela se remue à La Poste concernant le rythme de travail. La cour d'appel de Paris a dénoncé dans deux arrêts « le recours à des régimes de travail cyclique, contraire à un accord-cadre sur le temps de travail en 1999, suite au passage aux 35 heures ». Cela s'appliquerait à plus de 20 centres de tri et de distribution du courrier en Île-de-France et en Savoie. Ça chauffe au centre d'Annecy où la cour d'appel impose à La Poste le rétablissement de la situation antérieure. Mille euros d'astreinte par jour de retard et par agent... La Poste a beau envisager un pourvoi en cassation, elle trouvera toujours la mobilisation syndicale !

Quand vous aurez ce *Monde* libertaire entre les mains, auront commencé les négociations

salariales pour les magasins Carrefour Market. La revendication principale est l'augmentation de 5 à 10 % des salaires et des tickets-restaurants. Choses qu'ont déjà les hypermarchés du groupe. Le débrayage de la semaine dernière (dans plus de 300 magasins sur 500) a eu lieu dans des points où la CGT est implantée, mais aussi là où l'organisation syndicale est absente. Comme quoi...

Au congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES), on lance un appel à résister à l'austérité, « à ne pas sombrer dans l'eurosepticisme ». Il paraîtrait même que l'organisation syndicale « ne joue plus le jeu du système ». Diable, il va falloir se pencher sur l'historique du problème ! Par contre en France, plus précisément en Saône-et-Loire, militantes et militants de la CGT combattent les idées du FN et ce n'est pas toujours facile sur le terrain. On suivra avec attention tous ces efforts militants qui nous interpellent toutes et tous.

Loulou Barbesois

# Répression contre le mouvement social en Grèce

**LE 11 MAI**, un appel à la grève générale a été lancé en Grèce. La manifestation a été brutalement réprimée à Athènes. Cette attaque policière survient dans un climat de tension : inculpation de trois militants pour des faits qui se sont passés le 5 mai dernier (mort de trois employés de banque dans un incendie suite à une manifestation contre la crise et les mesures d'austérité), attaque par les fascistes des lieux occupés. Lorsque la manifestation, regroupant plusieurs dizaines de milliers de personnes, a débuté, la police a attaqué violemment le cortège libertaire et les syndicats de base. Il y a eu plusieurs blessés et des dizaines d'arrestations. Un manifestant est

entre la vie et la mort. Le gouvernement grec est accusé de tentative de meurtre par les manifestants. La Fédération anarchiste apporte son soutien aux manifestants, aux mouvements sociaux et aux groupes anarchistes impliqués dans la lutte contre les mesures de régression sociale imposées par le gouvernement grec et le FMI. Nous condamnons la répression policière et la violence étatique. Nous soutenons le mouvement anarchiste grec qui, comme dans d'autres pays, construit les nouvelles formes de résistance sociale.

Fédération anarchiste



## Quand l'autruche éternue...

### Condamnés à vivre dans le réel

**TIRANT TÊTE HORS DU TROU, QU'ENTENDS-JE ?** Cette semaine, la tentation fut surtout d'en entendre le moins possible, afin d'échapper aux tombereaux affligeants dégueulés de la bouche du personnel politique. L'un des leurs a maille à partir avec la justice ordinaire, pour des faits qui, eux, ne le sont pas ? Aussitôt ses collègues entonnent la chansonnette du pseudo saint principe de la présomption d'innocence – oublié, quotidiennement, dans tous les tribunaux de France. Ils s'émeuvent, à s'en étrangler, du sort réservé au bonhomme, et Henri-Lévy, philosophe escroc décollé, brame goitre au vent qu'il « en veut au juge américain qui a fait semblant de penser que Dominique était un justiciable comme un autre ». M'est avis que ce Croquignol ne tardera pas à en chier un livre, griffonné comme d'accoutumée par son équipe de nègres. Plus tard, c'est Manuel Valls qui s'empourpre à la vue de son chéri menotté, « des images d'une cruauté insoutenable ». Le gars devrait se rendre, une fois dans sa vie, à l'entrée de n'importe quel tribunal de grande instance, il assisterait ainsi au lent, à l'interminable défilé des menottés du jour. Mais il est vrai que nous parlons, là, de « justiciables comme les autres ». Il paraît que même Aubry, Iron Woman solférinée, aurait versé sa larme : « C'est profondément humiliant et, person-

nellement, ça m'a vraiment bouleversé. » Humiliant, les menottes ? Quiconque a déjà porté les pinces sait bien que l'humiliation, c'est le but. Il est vrai que nous parlons, là, d'un humilié pas comme les autres. En résumé, le chœur des pleureuses non seulement nous font mal au bide, mais surtout révèlent une fois de plus leur sens absolu de la caste, de la solidarité de classe, auquel s'associe, chez eux, une méconnaissance tout aussi absolue du réel judiciaire, pénitentiaire, et de son infinie dureté. Selon Marie Drucker, présentatrice de JT, la prison dans laquelle fut incarcéré leur chouchou c'est « l'enfer sur Terre ». Il y aurait donc des prisons qui ne seraient pas cet enfer ? Le plus simple serait de poser la question à celles et ceux qui la fréquentent et la connaissent de long temps, à Jean-Marc Rouillan par exemple, qui, a contrario de Strauss-Kahn, n'y passa pas que quelques nuits. En résumé, on comprendra que le sort personnel de DSK nous importe très peu – et qu'on aurait, de loin, préféré le voir traîné devant un jury populaire en sa qualité de président de cette cochonneté de FMI – que nous intéresse davantage ce qui se dit, ce qui se produit, ce qui se révèle, à l'occasion. Si Gérard Mordillat, écrivain, réalisateur et procureur fictif d'un procès Dsk – un livre qui devrait

sortir en juin –, si Mordillat, donc, condamne l'accusé « à vivre dans le réel », c'est rien de dire que ses copains méritent la même peine.

Le réel ? Les prisons. En mai, record historique battu, avec 64 584 détenus. Un score jamais atteint de mémoire de maton. Réponse de Michel Mercier, garde des sceaux à pisse : « nous allons continuer de construire de nouvelles prisons », avec un objectif de 70 000 places à l'horizon 2018. Qui peut le plus, peut le plus encore... Le réel ? Continuons de surtout ne plus parler de Fukushima, dont l'un des réacteurs est partiellement fusionné, sans aucune certitude concernant la cuve, percée. Un sarcophage type Tchernobyl est en cours de construction, et l'exploitant Tepco lui-même, dont le directeur vient prudemment de démissionner – quel courage –, avoue que « le scénario du pire est peut-être en train de se produire ». Le pire, qui est toujours sûr, ne serait pas assez réel pour retenir notre attention ? Le réel, ce serait alors, davantage, être informé de la couleur du bracelet électronique bientôt fixé à la cheville de notre satyre national. Irréel.

Frédo Ladrisse

<http://quand-l-autruche-eternue.over-blog.com/>

## Syriens sous haute surveillance

Si à Damas même tout est calme, on signale une grande présence militaire. Mais, dans la banlieue, plusieurs milliers de personnes continuent de défiler.

## Japon

De nombreuses organisations japonaises organisent le 11 juin prochain, soit trois mois après le début de la catastrophe de Fukushima, des manifestations de protestation dans tout le Japon. En Allemagne et en Italie, des manifestations de soutien sont également prévues. Sortir du nucléaire organise ce même jour à Paris un grand rassemblement de solidarité face au danger nucléaire. Viendez nombreux !

## Tunisiens à Paris

Le gymnase de la rue de la Fontaine-au-Roi (M<sup>o</sup> Couronnes) est occupé depuis plusieurs jours, après que la Ville de Paris a diligencé la police avenue Simon-Bolivar, ce qui avait occasionné l'arrestation d'une centaine de personnes, dont un grand nombre de Tunisiens munis de « visas Schengen » italiens.

## Home sweet home !

Quelque 14 000 policiers, gendarmes et militaires seront mobilisés pour la protection du G8 à Deauville (Calvados) les 26 et 27 mai au sein d'un quadrilatère de 35 km sur 15 km. Pour les militants amateurs de sports virils...

## Encore un inspecteur du travail qui se suicide

Luc Béal-Rainaldy, syndicaliste, inspecteur du travail, s'est suicidé

le 4 mai, dans les locaux du ministère du Travail.

## Bravo la police !

Le nombre de détenus dans les prisons françaises s'élevait au 1<sup>er</sup> mai à 64 584, soit plus que le pic historique de 64 250 atteint en juillet 2008, selon les chiffres mensuels publiés par l'Administration pénitentiaire (qui en est fière ?).

## Ça y est (à moitié...)

Le leader de l'ex-groupe Action directe, Jean-Marc Rouillon, a quitté la prison de Muret (Haute-Garonne) pour être transféré à Marseille, où il va vivre et travailler, dans le cadre d'un régime de semi-liberté.

## Éric Piedoie libéré : victoire !

Éric Piedoie, patient gravement malade maintenu en prison sans soins, a enfin été libéré et est dispensé du port du bracelet électronique. C'est le résultat de la mobilisation sans faille d'Act Up-Paris et autres organisations qui n'ont jamais rien lâché devant ce gouvernement liberticide.

## Psychiatrie d'office

Le projet de loi doit repartir en deuxième lecture devant les députés, après avoir été très peu modifié par les sénateurs. Ce texte, voulu par Sarkozy après le meurtre d'un étudiant à Grenoble par un malade s'étant enfui de l'hôpital, prévoit une période d'observation obligatoire de 72 heures en hospitalisation complète avant le placement en soins sans consentement, mesure qualifiée de « garde à vue psychiatrique » par les opposants au texte. L'hospitalisation d'office pourra

être faite « en cas de péril imminent », sur la base d'un seul certificat médical. Le texte comporte un contrôle judiciaire demandé par une décision du Conseil constitutionnel. Le juge des libertés se prononcera sur l'hospitalisation au bout de quinze jours, puis tous les six mois. Mais, pire encore : les conditions de la sortie des soins sans consentement sont encore durcies.

## Balayer d'abord devant sa porte !

Le Vatican prône « l'écoute » des victimes de pédophilie, dans un document destiné à aider les évêques à établir « des directives pour le traitement des cas d'abus sexuels commis par des clercs à l'égard des mineurs ». Une tâche de Sisyphe !

## Transphobie

« La France est très en retard dans la prise en charge des transsexuels. » Selon Axel Léotard, président de l'association Inter Trans « la transphobie a encore de beaux jours devant elle. La raison ? Un manque de volonté politique ». Sans appel ! Et preuve en est, pas plus tard que la semaine dernière, un travesti d'une quarantaine d'années se trouvait entre la vie et la mort, hospitalisé après avoir été retrouvé inanimé tôt le matin à proximité du bois de Boulogne, le visage en sang, visiblement roué de coups, selon les sources policières.

## PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOUH KROKAGA



# Idaho

## Une Journée contre l'homophobie, et puis s'en va ?

**Patrick Schindler**

Groupe Claaaaaash  
de la Fédération anarchiste

### L'Idaho pour les nuls !

L'Idaho (qui vient de l'anglais «International Day Against Homophobia») : Journée internationale contre l'homophobie) a été créé en 2005, après la disparition définitive de l'homosexualité de la liste des maladies mentales. Dans un premier temps, c'est en 1973 que le DSM (Diagnostic and Statistical Manual of Mental Disorders), manuel de référence de la psychiatrie nord-américaine, retirait l'homosexualité de sa liste des pathologies mentales, mais créait une catégorie réservée aux «troubles de l'orientation sexuelle», qui visait en réalité les homosexuels... Sous la pression des associations militantes américaines, cette seconde catégorie a été définitivement retirée en 1980 et il aura donc fallu attendre encore vingt-cinq ans pour que les choses soient clairement écrites et que soit créé l'Idaho. Depuis, chaque 17 mai, les institutions internationales reprennent le flambeau à leur compte et se fendent surtout... de discours théoriques, uniquement pavés de bonnes intentions !

### En France : non, non rien n'a changé, tout, tout a continué !

Pourtant, en 2011, trente ans après la dépenalisation de l'homosexualité en France, et après trente ans d'épidémie de VIH-Sida, tout reste à faire. En effet, dans l'Hexagone, la tendance est à la banalisation des discours homophobes, comme les insultes impunies de Christian Vanneste, député UMP du Nord pour qui «l'homosexualité est une menace pour la survie de l'humanité», ou les demi-excuses de Nora Berra (déjà relayées plusieurs fois dans des colonnes du Monde libertaire), secrétaire d'État à la Santé qui parlait de l'homosexualité comme «facteur de risque dans la transmission du virus du sida». En France, les lesbiennes, les gays, les bis et les trans (LGBT) sont toujours discriminés. Le mariage entre personnes du même sexe est obstinément rejeté par une droite qui ne cesse de lui opposer sa conception de la «famille traditionnelle, constituée d'une altérité sexuelle» présentée comme «essentielle».

Cette conception renvoie à des principes religieux, pour ceux qui ont guidé l'élaboration des lois de bioéthique. Parmi les 160 personnalités auditionnées par les rédacteurs du rapport, les trois grandes religions (chrétienne, juive et musulmane) avaient leurs représentants et leurs alliés «anonymes». Tous ont mis en lumière leur positionnement vis-à-vis des choix de vie des LGBT et de leur accès à la parentalité via les techniques de procréation médicalement assistée. Ces techniques leur sont refusées, car, à leurs yeux et aux yeux de la majorité parlementaire actuelle, elles sont uniquement conçues et doivent rester comme un «moyen de consolidation des familles traditionnelles connaissant des difficultés à procréer». La procréation médicale assistée (PMA), selon cette conception, ne devrait apporter de réponse qu'aux seuls problèmes médicaux, et ne pourrait en aucun cas répondre aux désirs des individus, qui plus est lorsqu'ils entendent fonder une famille jugée «incomplète» par ces tenants du patriarcat. Ainsi, sous couvert de neutralité médicale, les lois de bioéthique tracent arbitrairement la frontière sociale des familles légitimes et illégitimes et permettent à la religion d'exclure les LGBT, comme elle l'a d'ailleurs toujours fait.

### La calotte et l'État : les bons vieux freins à nos libertés

Face à ces attaques, aux freins que les politiques et les religieux tentent d'opposer à nos libertés, les LGBT, mais également tous les individus épris d'autodétermination et les libertaires, continueront à s'y opposer par la lutte. Nous ne laisserons pas un gouvernement qui ne cesse de gagner des galons dans la xénophobie, l'homophobie, la transphobie et la sérophobie, gérer nos vies et celles de nos enfants. À ceux qui nous servent chaque année de grands discours d'autocongratulation sur les avancées du droit des homosexuels dans le monde, nous opposons que ces derniers sont toujours, y compris en France, considérés comme des sous-citoyens.

Certes, les LGBT ont remporté quelques droits durement acquis, comme celui de recourir à un sous-contrat de mariage. Pour rappel, si les anarchistes sont traditionnellement contre l'idée du mariage, ils peuvent comprendre cette revendication des LGBT, dans la mesure où ces derniers n'acceptent pas qu'il y ait des droits à plusieurs vitesses, sous prétexte d'être dans la bonne ou la mauvaise norme. D'ailleurs, le PACS, considéré comme une avancée, n'offre que peu de protection aux couples homosexuels et à leur famille par rapport au mariage, à l'adoption et à la PMA qui leur restent interdits. De fait, l'État (qui régit nos vies avant qu'on ne l'anéantisse pour de bon) ose encore se réclamer des «droits de l'homme» et crée parallèlement une catégorie de sous-citoyens. Or, pour nous, l'égalité des droits et l'égalité des choix ne se discutent pas.

### L'homophobie nuit à la santé

Sur le plan de la santé, une association de combat comme Act Up-Paris (soutenue cette année, durant l'Idaho, par la Fédération syndicale étudiante de Paris I), pour ne citer qu'elle, bénéficie aujourd'hui de plus de vingt années d'expertise scientifique et militante et n'a de cesse de démontrer que l'amélioration des conditions sanitaires des minorités sexuelles est directement corrélée à l'acquisition de droits. En effet, on ne peut nier qu'un lien existe entre la relégation des minorités à des droits de seconde zone, le climat général d'homophobie et la prévalence de l'épidémie de VIH-sida chez ces minorités. C'est l'absence d'égalité des droits pour les minorités qui est la meilleure alliée de la propagation de l'épidémie. C'est pourquoi, Idaho ou non, quelle que soit notre sexualité, il faut continuer à nous battre chaque jour pour que les discours de bonne intention se transforment en droits bien réels, pour que soient respectées les minorités dans tous leurs espaces de vie (au travail, dans la rue, à l'école, etc.). Non, l'Idaho n'est pas le signe d'un monde plus ouvert, il est au

contraire le symptôme de la perpétuation de l'homophobie, des discussions de bistrot jusqu'aux rangs de l'Assemblée nationale! Les députés et ministres n'ont pas leur mot à dire sur nos choix de vies!

### Seule la lutte paye, tandis que l'homophobie tue!

À l'occasion de l'Idaho et pour la quinzième année consécutive, SOS Homophobie publie son rapport. Basé sur les centaines de témoignages que l'association reçoit chaque année sur sa ligne d'écoute et son site internet, elle constitue aujourd'hui la seule publication permettant de suivre, année après année, l'évolution de l'homophobie sur le territoire français. Alors que le nombre de témoignages stagnait depuis 2005 entre 1 200 et 1 300 par an, l'année passée marque un triste «record»: 1 500 témoignages ont été comptabilisés entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre 2010, soit quatre témoignages par jour! Si elle ne signifie pas forcément que la haine des personnes LGBT augmente en France, cette hausse de près de 20 % permet une analyse plus fine des manifestations de l'homophobie et de la transphobie sur le territoire. Parmi les témoignages reçus en 2010, un appel sur cinq concerne des insultes, difamations ou appels à la haine homophobes. Sur Internet, au-delà des sites extrémistes politiques et religieux, une large part des témoignages concerne les réseaux sociaux et les sites des grands médias. Certains articles abordant un sujet LGBT deviennent le théâtre d'un dévouement homophobe virulent où, derrière son écran, n'importe qui peut déverser sa haine.

### Hausse des agressions dans les lieux publics

Autre fait notable: la part des témoignages concernant des agressions dans des lieux publics a considérablement augmenté cette année. Elle est passée de 108 cas signalés en 2009 à 154 cas en 2010 (+ 43 %), soit trois attaques dans des lieux publics par semaine! Plus inquiétant encore: près d'un témoignage sur deux, dans ce contexte, rapporte une agression physique. C'est d'ailleurs ce qui ressort fortement du rapport de SOS Homophobie cette année: avec 125 cas signalés en 2010 contre 88 cas en 2009, le nombre d'atteintes à l'intégrité physique augmente de 42%! Autant d'éléments prouvant, si tant est qu'il faille encore le prouver, que l'homophobie sait être virulente encore aujourd'hui. Mais c'est bien l'homophobie quotidienne, sourde et pernicieuse qui constitue l'essentiel des témoignages reçus: insultes, rejet, harcèlement, discrimination, diffamation, et ce dans tous les contextes de la vie quotidienne (travail, voisinage, famille, milieu scolaire). Il s'agit d'une homophobie «ordinaire», souvent invisible et qui ne dit pas toujours son nom. Elle est destructrice sur le long terme, et les outils pour les vic-

times sont extrêmement réduits, faute de politiques de prévention d'envergure et de mise à disposition des acteurs de terrain, de véritables moyens d'action pour lutter contre l'homophobie et la transphobie.

### Les crimes homophobes également en hausse dans le monde

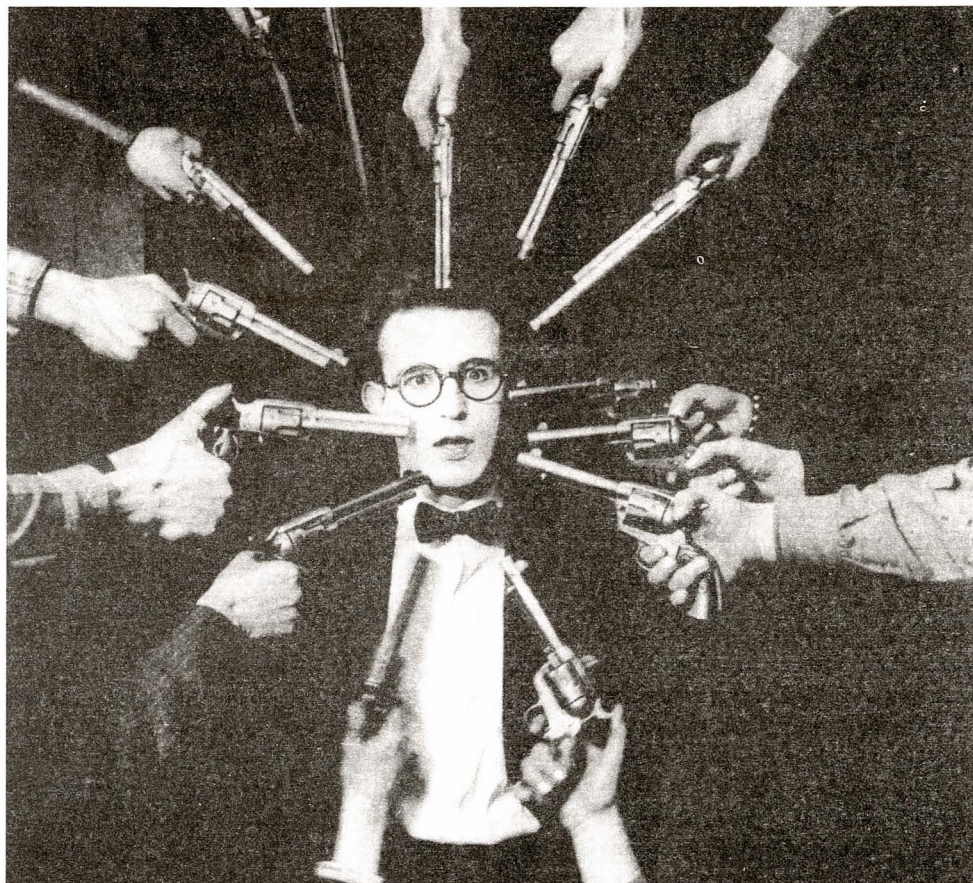
Enfin, le jour de l'Idaho, Navi Pillay, haute commissaire aux droits de l'homme, a signalé que les statistiques officielles montrent que les crimes de haine contre les homosexuels représentent maintenant près de 20 % de tous les crimes de haine enregistrés aux États-Unis, contre 15 % il y a quelques années. Navi Pillay a également cité des chiffres inquiétants au Brésil, au Honduras ou en Afrique du Sud: «Le problème est mondial. Finalement l'homophobie et la transphobie ne diffèrent pas du sexisme, de la misogynie, du racisme ou de la xénophobie. Mais, alors que ces formes de préjudice sont universellement condamnées par les gouvernements, l'homophobie et la transphobie sont trop souvent sous-estimées», a-t-elle reconnu. Le droit international a déjà intégré le principe de non

discrimination à cause de l'orientation de la sexualité ou du genre, puisqu'il y a dix-sept ans (!), le Comité des droits de l'homme a confirmé que «les États ont l'obligation de dépénaliser l'homosexualité et de protéger les individus contre la discrimination en raison de l'orientation sexuelle». Pourtant, selon un rapport de la Fédération internationale des droits des LGBT et Amnesty International, l'homosexualité est toujours punie d'emprisonnement (de quelques mois à la perpétuité), de sévices corporels, de déportation ou de travaux forcés dans une soixantaine de pays dont: l'Algérie, le Bangladesh, le Botswana, le Cameroun, la Chine, la République démocratique du Congo, les Émirats arabes unis, l'Équateur, l'Éthiopie, les Fidji, le Guyana, la Jamaïque, le Kenya, la Libye, la Malaisie, le Maroc, le Mozambique, le Nicaragua, le Nigeria, Oman, l'Ouganda, le Pakistan, la Papouasie-Nouvelle-Guinée, Singapour, le Sri Lanka, la Syrie, la Tanzanie, le Togo, la Zambie et cette liste n'est hélas pas exhaustive... Que de luttes encore à mener ici et ailleurs! P.S.





# DSK et le FMI



**Jacques Langlois**

LES ÉVÉNEMENTS amènent à s'interroger sur le rôle de DSK dans le traitement de la crise économique et financière en Europe et ailleurs. Il faut rappeler que la doctrine passée et ancienne du FMI repose sur les «plans d'ajustement structurel» imposés aux pays en difficulté pour obtenir une aide financière, difficultés liées le plus souvent à leur dette. La doctrine est toujours, bien que plus modérée et appliquée avec doigté par DSK, celle du «consensus de Washington»: ouverture des marchés intérieurs au libre-échange (notamment par la baisse des droits de douane qui sont une ressource fiscale bien nécessaire), privatisation des services et entreprises publics, suppression des prix réglementés pour le maintien du pouvoir d'achat des classes défavorisées (notamment pour l'eau, l'électricité, les céréales), instauration de la concurrence «libre et non faussée» dans le pays avec disparition des «monopoles», libre circulation des capitaux et ouverture aux banques et investissements extérieurs, etc. Les plans d'ajustement avaient pour objectif caché de permettre aux pays ruinés de rembourser leurs dettes aux banquiers et aux affairistes privés. Le FMI est donc, par politique constante, au service du capitalisme financier privé. Notamment, la privatisation permet de céder les mines (ura-

nium au Niger, par exemple) à des investisseurs étrangers pour une bouchée de pain et des royalties maigrichonnes souvent versées aux dictateurs qui avaient privatisé sur demande du FMI.

Et ce qu'il y a d'insupportable dans cette position, c'est que la dette résultait de la stratégie des pays développés vis-à-vis des pays du Sud, souvent des anciennes colonies. Celle-ci était la suivante: nous banquiers ou investisseurs (essentiellement privés) nous vous prêtons (en fait à taux variable) des capitaux pour vous développer à condition que vous vous positionnez dans la division internationale du travail avec vos «avantages comparatifs». Mettez-vous à produire des denrées ou des matières premières rentables pour vous et désirées par le commerce international: café, cacao, huile de palme, coton, minerais divers, combustibles fossiles, etc., au lieu de cultures vivrières et de profiter d'une maîtrise locale des ressources. Pour ce faire, nous vous prêtons afin d'investir (mines, latifundia, infrastructures de transports, barrages électriques, ports, etc.). Las, l'Occident avait oublié de mentionner (pur cynisme) que les pays emprunteurs se mettaient alors en concurrence sur les mêmes produits, ce qui a eu pour effet de faire baisser les prix. Par ailleurs, la non-convertibilité

du dollar (décidée en 1971 par Nixon et opérationnelle en 1973) a conduit à une baisse dudit dollar, qui plus est monnaie des États-Unis, pays très endetté (guerre du Vietnam, guerre des étoiles, choc pétrolier), ce qui a été compensé par une hausse des taux d'intérêt des prêts à taux variable consentis aux pays du Sud. D'où, en réalité, leur incapacité à rembourser et la croissance vertigineuse de la dette du tiers-monde. D'où l'intervention du FMI assortie de plans d'ajustement qui, en instaurant l'austérité maximale pour les peuples soi-disant aidés, contribuaient à enfoncer les débiteurs dans la crise et l'aggravation de la dette. C'est exactement ce qui se passe aujourd'hui dans les pays comme la Grèce ou le Portugal aidés par l'UE et le FMI moyennant un plan d'austérité: privatisations, baisse des salaires des fonctionnaires, hausse de l'âge de la retraite, diminution du nombre de fonctionnaires, restrictions du droit du travail, etc. Las, cette thérapeutique a produit l'effet inverse du but recherché: le déficit ne diminua guère car les recettes fiscales s'effondrèrent à cause de la rigueur. Ainsi, la Grèce ne parvient pas à descendre en dessous de 10 % du PIB comme déficit du budget et ne peut honorer son plan économique exigé par les 110 milliards d'euros que l'UE et le FMI lui ont déjà prêtés. D'où une deuxième crise en cours alors que DSQ est enchristé aux États-Unis. Or notre homme, parlant le german, avait su convaincre les Teutons d'accepter que l'UE aide la Grèce (l'Irlande, le Portugal) sans infliger aux Grecs un drastique plan d'ajustement structurel à la mode du FMI vis-à-vis des peuplades exotiques. La pilule était cependant très amère et insuffisante. D'où la rechute contre laquelle on espérait des miracles de DSK. Rechute que DSK proposait de contrer par un plan de privatisation de 50 milliards (sur les 280 d'actifs publics détenus par la Grèce) comme condition d'un nouveau prêt européen. Car DSK ne voulait pas d'une autre solution: la restructuration de la dette grecque (plus d'étalement dans le temps et abandon d'une partie des créances). Cela tombe bien: les banquiers européens, lourdement engagés dans des prêts douteux à la Grèce, n'en veulent pas non plus.

Certains pays se rebiffèrent (Malaisie, Chili) alors que d'autres (l'Argentine) furent ruinés par lesdits plans. Par ailleurs, des pays émergents comme le Brésil commencèrent à se développer suffisamment pour se passer du FMI et s'associèrent pour se financer entre eux. De plus, la Chine s'était mise à investir en Afrique, notamment en lieu et place des Occidentaux. Le FMI mit alors un peu d'eau dans son vin afin de conserver des clients (il émarge sur les emprunts, donc si pas d'emprunts, pas de budget). Il se mit à prendre en considération la situation sociale des emprunteurs, à se concerter bien davantage avec l'OIT, la FAO, l'OMC, l'OMS pour établir des plans moins sauvagement et uniquement



économiques et financiers. C'est sur ces entrefaites que DSK arriva à la tête du FMI il y a un peu plus de quatre ans: légèrement avant la crise commencée en 2007 et éclatée en 2008. DSK ne fit que prendre le train en marche, train lancé antérieurement par la montée des pays « émergents » ou BRIC (Brésil, Inde, Chine).

La crise força les pays développés à ouvrir encore plus le FMI aux pays émergents: davantage de droits de vote au détriment notamment de l'Europe, qui en conserve cependant 30 %, et des États-Unis, 17 %. Petite amélioration donc, exécutée par DSK, qui laisse pourtant toujours aux États-Unis un pouvoir de monopole dans les grandes décisions puisque pour celles-ci il faut obtenir 85 % des votes, ce qui est impossible avec les 17 % des États-Unis. DSK, grand libéral qui a fortement contribué à convertir le socialisme français au libéralisme financier mondialisé, est à l'aise avec ce genre de solution, qui sont rouges à l'extérieur et blanches dedans (contre 500 000 radis par an, pardon dollars, comme DG du FMI). Évidemment, après la perte « irréparable » de DSK, les Européens voudraient conserver pour eux le poste de DG du FMI, les émergents ou autres ne le veulent pas car cet organe, sous DSK, s'est mis plutôt à aider les pays ex-développés en crise post-2008.

On sait que cette crise a ravagé les pays lourdement endettés à l'étranger comme la Grèce, l'Irlande, le Portugal; chose amusante, la dette y est essentiellement privée, notamment et surtout pour les banques. Ces pays avaient construit leur prospérité sur l'emprunt en profitant des faibles taux d'intérêt

permis par l'euro; leur industrie avait été sacrifiée au profit du tourisme, de l'immobilier, des investissements étrangers pour cause de bas salaires et de faible fiscalité ou protection sociale. D'autres pays (l'Espagne, la France, l'Angleterre) serrent les fesses: leur situation est médiocre et leurs banques privées ont beaucoup prêté aux PIGS (Portugal, Ireland, Greece, Spain). C'est ce qui explique que, malgré les grandes réticences germaniques, l'UE, assistée par le FMI pour un tiers, ait fini par prêter (ou garantir des emprunts internationaux) à la Grèce et au Portugal. En effet, sans cela, la faillite de ces pays amènerait des pertes considérables pour les banques privées (françaises, allemandes, espagnoles) très engagées dans ces pays. On attendait de DSK, auréolé de son étiquette de socialiste, des solutions permettant de sauver le système capitaliste européen et mondial et qui apparaîtraient réformatrices et progressistes. C'est manqué.

On notera que sous DSQ, on n'entend plus parler de l'Afrique ou des pays latino-américains. C'est que l'Afrique a trouvé de nouveaux investisseurs moins regardants, notamment sur le degré de démocratie des emprunteurs. La Chine, la Corée du Sud, les monarchies pétrolières y achètent des terres et s'y implantent en construisant des infrastructures contre le droit d'exploiter des ressources avec des contrats moins léonins qu'avec, autrefois, l'Occident. L'Afrique n'a donc plus besoin du FMI et cela d'autant plus que les prix des matières premières et des denrées agricoles augmentent à cause de la demande des pays émergents. En Amérique latine, ce sont des changements politiques (Venezuela, Bolivie) ou le développement qui amènent les pays à se passer du FMI, d'autant plus qu'ils ont été largement refroidis par les anciens plans d'ajustement structurel (Mexique, Argentine). Ces pays ont tendance à créer leurs propres institutions financières et bancaires en s'associant entre eux pour se passer du FMI.

Donc, par ironie de l'histoire, alors que le FMI aidait les pays pauvres en difficulté, maintenant DSK assiste surtout les vieux pays européens. Enfin, quand je dis DSK, c'est une facilité de langage car le bonhomme ne décide pas tout seul de tout. C'est surtout un bon négociateur entre parties intéressées et leurs représentants au FMI, un bon coordonnateur des services du FMI, un bon pédagogue et « innovateur » pour faire accepter la continuation des solutions libérales en tant que vieilles recettes déguisées en idées salvatrices et la primauté des banquiers privés. Le FMI n'a pas un DG tout-puissant à l'instar de la France avec son hyper et omniprésident, Tsarkozy de Bossa Nova. Lequel, sans vergogne, est déjà en train de pousser Lagarde, pourtant dans le viseur de la Cour de justice de la république (affaire Tapie), pour remplacer le priapique DSK.

J. L.

# Potkine enlève...

## Gospel patronal

**CHAPEAU BAS. GENOU EN TERRE.** Main sur le cœur. C'est la seule position digne du chef-d'œuvre poétique que vous allez lire. Honte à vous, vers de Baudelaire, fuyez rougissants, sonnets de Rimbaud, disparaissent derrière la colline, strophes de Racine!

Si tu aimes ton entreprise  
Il est grand temps que tu le dises.  
Si ton patron est ton ami  
Tu dois faire la fête avec lui  
Alors laisse tomber la cravate.  
Aujourd'hui tout le monde s'éclate

Refrain : J'aime ma boîte, j'aime ma boîte (ad lib.)

C'est le troisième jeudi d'octobre  
Et bientôt partout en Europe,  
ça ne dure qu'une seule journée  
On s'en souvient toute l'année  
Il est grand temps de faire la fête  
Et de répéter à tue-tête :

Refrain : J'aime ma boîte, j'aime ma boîte (ad lib.)

Qu'admirer le plus : l'impeccable régularité des rimes, malgré l'audacieux à-peu-près octobre-Europe? La transcendance visionnaire de l'image du Jeune laissant tomber sa cravate pour entraîner son patron dans un mambo torride? La générosité, audacieuse, du message «Si ton patron est ton ami»? L'universalité du concept «Et bientôt partout en Europe» (pauvres Asiatiques!)? D'autant que cette ode au travail est chantée. En style de gospel! Par un jeune homme qui sait prononcer la liaison entre «répéter» et «à»! Répétératuetête! Oui, il est grand temps de remercier à tue-tête le site jaimemaboite.com qui diffuse infatigablement cet hymne à l'amour (social). J'en conviens, mon humble gratitude, pour fervente qu'elle soit, ne saurait être comparée au tsunami d'amour qui s'élève vers ce site, classé 19874274° par «bizinformation. fr» et débordé par près de 180 visiteurs par mois.

Le génie est modeste. C'est, à n'en pas

douter, la raison pour laquelle jaimemaboite ne révèle rien quant à l'identité de ses créateurs et de ses financiers. Par chance, la chambre de commerce et d'industrie de Paris nous apprend, à l'occasion de la huitième édition de cette fête, que la personne dont l'immense talent nous a donné la merveille que vous avez lue s'appelle Sophie de Menthon.

Madame Sophie de Menthon, selon l'article de Wikipédia qui lui est consacré, naquit le 2 avril 1948. Née Sophie Turpin, elle a divorcé de René de Menthon, qui doit, depuis, se couvrir de cendres et gémir chaque matin sur son infortune. L'article de Wikipédia mentionne que Mme de Menthon a obtenu une licence d'anglais. À vrai dire, devant sa puissance poétique, on se doutait bien que les sommets de l'Université lui étaient familiers. Mme de Menthon sait que l'amour n'est pas une excuse pour la licence (celle des corps, pas celle des langues), puisqu'elle est lieutenant-colonel de réserve. Dans la gendarmerie nationale. Nous attendons donc avec impatience la sortie mondiale de : Si tu aimes ton colonel, il est grand temps que tu l'épelles. Si ton adjudant est ton ami, tu dois faire la fête avec lui. Alors laisse tomber les galons, aujourd'hui tout le monde fait le con. L'article de Wikipédia, dont personne n'imagine qu'il ait été rédigé par Mme de Menthon elle-même, comporte la phrase suivante : «*Désireuse d'insuffler une nouvelle éthique du capitalisme (ô visions paradisiaques d'éthiques, allongées par terre, attendant qu'on les insuffle!), elle s'investit au sein du mouvement Entreprises de taille humaine, indépendantes et de croissance, Ethic (on reconnaît à cet acronyme fulgurant la patte du lion : le génie littéraire de Mme de Menthon est appelé à éclipser celui de Mme de Sévigné) qu'elle préside depuis 1995.*»

De tels titres à l'estime générale et à la reconnaissance nationale lui ont valu des honneurs éclatants : Madame Sophie de Menthon, présidente d'Ethic et candidate en 2010 à la présidence du Medef, appartient au Conseil économique et social, cet auguste aréopage dont la sagesse a si souvent sauvé la

France du désastre. Faire chevalier de l'Ordre national du mérite dès 1988, elle en est à présent commandeur. Mais surtout, surtout, le 2 avril 2010, elle a été promue officier de la Légion d'honneur.

Cependant, nous sommes en France. Et nous Français, nous savons que la vraie gloire est celle de la pensée. Or, Sophie de Menthon, née Turpin, a donné au monde et à la littérature une série d'immortels chefs-d'œuvre : *Mieux utiliser le téléphone, Un média sur votre bureau, L'Entretien téléphonique, Femmes d'affaires et affaires de femmes, L'Image new-look de votre entreprise, La Secrétaire new-look, Le Sondage téléphonique efficace, La BD du téléphone, Business oblige, Modèles et scénarios de vente téléphonique prêts à l'emploi, Le Téléphone dans le recouvrement des créances, La Vente directe à la TV, Le Marketing de la réception d'appels, Téléphonez efficacement, Du télémarketing au téléservice, L'Entreprise racontée aux enfants, L'Armée racontée aux enfants, Le Guide du savoir-vivre, bonnes manières pour bonnes affaires, Vraie vérité sur l'entreprise, Le Savoir-vivre en entreprise, 15 idées simples pour ruiner la France.*

Terminons notre éloge ébloui par un trait admirable, tiré de Wikiquote («le recueil de citations libre»). Sophie de Menthon, au cours d'un débat sur Arte le 19 novembre 2009, déclare : «Il y avait un homme qui était très favorable à la décroissance puisqu'il était en train de mendier à la gare de Lyon l'autre jour, et j'avais un euro, je le lui donne et je dis "Tiens, soyez gentil, montez-moi ma valise". Il m'a rendu mon euro et il m'a dit "Je suis mendiant, pas larbin!" et j'ai trouvé ça extraordinaire, ça ne pouvait arriver qu'en France!»

**Nestor Potkine**

qui rappelle que jaimemaboite.com vend des gobelets de 18 cl au logo «J'aime ma boîte», par lot de 100. Le lot de 100 ne coûte que quatre euros cinquante centimes. Hors taxe. Il n'y en aura pas pour tout le monde.

# Trois partenaires historiques au sein de l'État

Droites parlementaires et extrêmes,  
patronat et Église

## Pierre Noir

Liaison Cantal  
de la Fédération anarchiste

L'article de Maurice Rajsfus, « Marine, fille naturelle de Nicolas » (n° 1630 du *Monde libertaire*), est très intéressant dans la mesure où il démontre que l'idéologie de l'extrême droite française se trouve également dans les partis de la droite parlementaire. Je souhaite ici participer à cette analyse en montrant une spécificité bien française : la relation historique entre trois partenaires, la droite parlementaire et ses extrêmes, le patronat et l'Église catholique, relation privilégiée au service de la reconquête politique, économique et sociale de la République.



IL Y A DES RAISONS TRÈS LOGIQUES à ces alliances, qui datent en particulier de la Révolution inachevée, détournée, de 1789. D'une part, la bourgeoisie pré-industrielle, forte du maintien de son droit à la propriété, a pu se développer tout au long des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, se fortifier malgré les sursauts et les révoltes du mouvement ouvrier arrachant de temps en temps quelques acquis économiques et sociaux. D'autre part, l'Église, dépossédée dès 1789 de nombre de ses prérogatives, en particulier sur l'éducation, s'est vu, en décembre 1905 (loi de séparation des Églises et de l'État), reléguée à la sphère privée, même si cette loi relève d'un compromis historique censé maintenir la paix civile.

L'une et l'autre n'auront de cesse de grignoter les conquêtes sociales, laïques, soit ouvertement grâce à l'appui des droites ou gauches, de l'extrême droite parlementaire,

c'est-à-dire l'État, soit de manière plus souterraine, secrète, par de nombreux clubs, cercles patronaux, organisations sectaires contrôlées par le Vatican, comme l'Opus Dei.

Au final, il s'agit pour le patronat et l'Église d'asseoir deux soumissions nécessaires à leur existence : la soumission temporelle, avec un capitalisme n'en finissant pas de se relever de ses crises en détruisant les avancées sociales, pour son seul profit financier ; et la soumission spirituelle censée légitimer la soumission temporelle, économique, au nom de la propriété privée (de droit divin !) des moyens de production, la charité et l'espérance permettant un mieux-être au Paradis !

Sans un État consentant, jamais ces deux oppresseurs n'auraient pu réussir leur « sainte alliance » ! Le sabre patronal est inséparable du goupillon clérical.

Il est intéressant de revenir en arrière, aux années 1920, pour suivre étape par étape le long cheminement menant à la reconquête.

### La période d'avant-guerre : des années 1920 à la Libération

Le patronat, débarrassé grâce à la boucherie de la guerre de 1914-1918 d'une partie importante du mouvement ouvrier, entreprend la construction européenne à partir de l'axe franco-allemand. Il s'agit là d'une Europe censée s'opposer au danger de l'influence du marxisme issue de la Révolution de 1917.

Le mouvement patronal Synarchie date de cette époque. Ses partisans rêvent de remplacer les élus de la République, ce au nom de la compétence technique, transcendant tout clivage politique (des experts à la place d'un modèle démocratique). Financé par le

haut patronat, ce mouvement donne naissance à l'Osarn [Organisation secrète d'action révolutionnaire nationale, Ndlr], la fameuse Cagoule, branche armée du patronat, liée à l'Église, qui tentera un coup d'état à l'automne 1937, en plein Front populaire. La proximité patronat/extrême droite apparaît clairement, les cagouleurs étant tous issus des groupes extrémistes tels que les Croix de feu, l'Action française, etc. Parmi les personnages importants impliqués: Eugène Deloncle et Eugène Schueller, les fondateurs de l'Oréal, Pierre Michelin, Louis Renault, et la plupart des chefs des « 200 familles »!

L'Église entend, quant à elle, l'infiltration de l'instruction publique avec les Davidées [groupuscule ultracatholique, Ndlr], elles aussi liées à l'extrême droite catholique. Cette organisation, sous l'appellation du Comité d'union des catholiques de l'enseignement public, pénètre le système. De l'instituteur de base aux universitaires, un seul objectif: contourner les programmes scolaires en réintroduisant l'étude religieuse, en boycottant les programmes en sciences, en détournant les cours d'histoire afin de montrer les bienfaits de l'Ancien Régime, etc.

Pour bien comprendre cette volonté revancharde de l'Église, il suffit de constater que les responsables de l'Église, dans ces années précédant la Deuxième Guerre mondiale, sont les ex-séminaristes des années 1900 qui n'ont pu stopper alors leur mise à l'écart et s'estiment persécutés par la loi de séparation du 6 décembre 1905.

En soutien à l'emprise de l'Église, dans le champ économique et social, celle-ci pourra compter sur la CFTC, créée en 1919, calquant ses statuts sur la doctrine sociale de l'Église déclinée dans les encycliques sociales papales, dont la première, *Rerum Novarum* (Des choses nouvelles), publiée en 1891.

À ce titre la CFTC, qui allait devenir en 1964 la CFDT, ne se reconnaîtra jamais partie prenante dans la lutte des classes.

Dans un tel contexte, on comprend mieux pourquoi patronat et Église préférèrent Hitler au Front populaire, et à la Révolution espagnole!

Cette époque est aussi pour l'extrême droite un changement important, elle passe du rêve de retour au royal Ancien Régime à l'adhésion au fascisme européen!

On comprend mieux la facilité avec laquelle le nazisme put s'installer en France: le patronat dressait la table et l'Église proposait l'hostie vert-de-gris en apéritif. D'ailleurs, le général allemand von Reichenau pouvait dire en 1945: « Nous n'avons pas vaincu la France, elle nous fut donnée. »

Effectivement, inutile ici de démontrer la collaboration du patronat et de l'Église avec le gouvernement vichyste au service de l'occupant. Le primat des Gaules, le cardinal Gerlier, dira en 1941: « Travail, famille, patrie, ces trois mots sont les nôtres. » La suite est connue!

Le patronat, avec l'école d'Uriage dépen-



nant directement du maréchal Pétain, peut remettre en selle l'idéologie synarchique, chargée de former les cadres de la Révolution nationale, du national-socialisme à la française.

Apparaissent des personnages qui, malgré une collaboration avérée, ne seront jamais inquiétés à la Libération. On les retrouvera aux commandes sous les IV<sup>e</sup> et V<sup>e</sup> Républiques, et y compris sous le mitterrandisme: Georges Albertini, collaborateur de Marcel Déat, futur un pilier de l'anticommunisme durant la Guerre froide; André Boutemy, directeur des Renseignements généraux de Vichy, qui deviendra le porteur de valises du patronat; Michelin, Renault, qui ont fourni du matériel de guerre à l'Allemagne et assuré le service après-vente.

La plupart des grands patrons n'auront comme « punition » que la nationalisation de leurs entreprises... à grand renfort de compensation financière! On sait aussi que des usines françaises ont fourni du Zyklon B, gaz ayant servi dans les camps d'extermination.

Mais « on ne fait pas d'idéologie quand on a une usine à faire tourner », comme le dira plus tard un certain François Ceyrac!

Quant à Schueller et Deloncle, relaxés grâce aux appuis d'André Bettencourt et d'un certain François Mitterrand, ils pourront développer l'empire l'Oréal!

Il faut dire qu'en remerciement, Mitterrand sera engagé un temps dans l'entreprise, pour s'occuper du magazine *Votre beauté*.

Bien évidemment, le patronat fera tout

pour réécrire l'histoire à sa façon, tentant de faire oublier son rôle, en particulier dans l'envoi de jeunes au STO et au sujet des immenses profits tirés des accords avec des entreprises allemandes durant la guerre!

Est-ce l'influence de l'extrême droite? Les héritiers de Louis Renault viennent de gagner un procès fait à l'association gérant le musée d'Oradour-sur-Glane. La photo montrant Louis Renault, en compagnie de Hitler, au Salon de l'automobile de Berlin en 1938, objet du litige, a été retirée du musée!

Manipulation de l'histoire, vous avez dit?

## La période de 1945

L'Église n'attend pas longtemps pour se refaire une virginité, et la Fondation des prêtres ouvriers en 1947 participe de l'éternelle volonté d'investir le champ temporel.

Durant douze ans (suppression de la fondation en 1959), les curés en bleu de travail partagent la gamelle sur le chantier... afin d'éviter aux ouvriers de trop réfléchir à leurs conditions de travail! Plus tard, dans les années 1960, Vatican II voudra faire croire à un changement profond de l'Église mais on sait que la fameuse théologie de la libération, en Amérique latine, peu encouragée par le Vatican, a côtoyé le soutien, grâce à son armée blanche (l'Opus Dei), de la papauté aux dictatures les plus dures, du Pérou au Chili et de la Bolivie!

L'Église ne s'offusquera jamais, et pour cause, de «la main tendue aux chrétiens» par le PCF... Depuis 1936, déjà, celui-ci a renié ses fondamentaux. La courroie de transmission, la CGT, a toujours remis les travailleurs au boulot!

Le patronat, pardonné pour ses fautes passées, va faire semblant d'accepter le programme social du Conseil national de la Résistance. À sa tête, un certain Georges Villiers, le monsieur propre du CNPF créé en juin 1946 (monsieur propre, parce que non impliqué dans la collaboration avec les nazis), s'entoure d'hommes peu reluisants tels que Pierre de la Lande de Calan nommé au poste de vice-président de ce premier CNPF, et par ailleurs financier de l'Opus Dei.

Mais c'est surtout l'ex-collabo André Boutemy que l'on retrouve dans la mise au point des fameuses caisses noires de l'IUMM alimentant les campagnes anticomunistes et les campagnes électorales de la droite!

Cet homme, qui n'a pas oublié le grand rêve d'une Europe capitaliste et chrétienne, sera au côté d'un certain Edgar Pinay, opusien, un pion essentiel dans la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier (Ceca) et de la construction européenne.

Avec d'autres, ces hommes du patronat vont gérer l'argent du Plan Marshall et s'arranger pour enlever tous les marchés de l'État, donneur d'ordre majeur dans cette période de reconstruction.

Avec Boutemy, qui participera avec Chirac à la création du RPR, après avoir été conseiller de Pompidou, on va retrouver dans les années 1950 un autre ex-facho, Georges Albertini, très lié aux intérêts américains en Europe, tout comme un certain René Pleven, entrepreneur et ministre sous de Gaulle et Pompidou, ou encore le défenseur de l'apartheid en Afrique du Sud et de l'Occident chrétien, l'opusien Antoine Pinay, qui aidera à mettre en place de Gaulle et la V<sup>e</sup> République en 1958.

Sans oublier Guy Lemonnier, ex-collaborateur, père spirituel d'Alain Madelin, le cofondateur du groupe d'extrême droite Occident.

Voilà encore, dans la continuité d'avant-guerre, une autre preuve de collusion entre droite parlementaire et extrême droite, en appui et au sein d'un patronat lié à l'Église.

C'est durant cette période (années 1960) que l'Opus Dei et l'extrême droite infiltrent le patronat ainsi que les institutions et administrations. Le néolibéralisme des Pompidou et ensuite Giscard d'Estaing leur ouvrira les portes de l'Élysée.

Le patronat, quant à lui, affûte ses armes avec la création et le développement de nombreux cercles et réseaux, comme Le Siècle, créée en 1945, au sein duquel le groupe l'Oréal a toute sa place, ou la Fondation Saint-Simon, le groupe Bilderberg, cofondé par Antoine Pinay en 1954. Notons qu'un certain Guy Mollet, patron de la SFIO, et fervent atlantiste, apparaît comme un allié objectif de ces organisations!

La Guerre froide étant terminée, l'objectif de ces groupes reste la mise en place d'un gouvernement mondial, dirigé par eux bien sûr.

L'interpénétration extrême droite, droite parlementaire et Église apparaît clairement au sein du patronat avec un certain François Gondrand, directeur de la communication au CNPF, dans les années 1970. Outre sa fonction, il sera jusque dans les années 1980, le porte-parole de l'Opus Dei en France. On sait que l'on retrouvera dans l'œuvre divine des hauts responsables du patronat comme Claude Bébéar, patron d'Axa et conseiller officieux de Balladur, Pineau-Valenciennes, etc.

Avec le néolibéralisme florissant des années Pompidou et Giscard d'Estaing, le concept de nouvelle société apparaît, concept prônant la libre entreprise, et par voie de conséquence la suppression de tous les acquis sociaux et conquêtes sociales. C'est ainsi que déjà, en 1969, lors de l'élection de Pompidou, le toujours présent et ex-collabo (mais toujours facho) Georges Albertini conseille le nouveau président: «Il faut considérer le chômeur comme un travailleur momentanément disponible, qui rend un service en ce sens qu'il constitue une réserve de main-d'œuvre, sans laquelle l'expansion économique est difficile... Il faut détacher l'enseignement technique de l'Éducation nationale... Libéraliser la Sécurité sociale.»

Les dés sont jetés et les clubs patronaux vont repartir de plus belle à l'offensive, avec un nouveau venu, le Club de l'horloge, créé en 1974, ayant pour mission d'armer idéologiquement patrons et hommes politiques, dont une partie de la gauche socialiste sensible aux sirènes de la modernité. L'offensive se fait en direction de l'enseignement et de la culture avec le soutien obscur de l'Opus Dei et de l'extrême droite qui crée le concept de «capitalisme populaire».

C'est la grande époque des groupuscules d'extrême droite, du Gud à Ordre nouveau en passant par Occident, qui, en référence à 1968, et par crainte d'une extrême gauche moins encadrée que le PCF (donc plus dangereuse), vont tabasser sans retenue dans les manif et les grèves. Ces groupuscules vont coller les affiches des partis de la droite parlementaire et, armés de barres de fer, rejoindre et infiltrer ces partis, à l'appel de Patrick Devedjian (membre du groupe Bilderberg, futur porte-parole du RPR), d'Alain Robert ex du Gud, fondateur du CNIP, l'extrême droite paysanne, de Gérard Longuet également issu du groupe Occident et futur ministre de Balladur, et autres Madelin, futur recyclé chez les RI de Giscard d'Estaing.

## Période 1981 et le ménage à trois : patronat, Église et socialisme

À l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 1981, la conversion idéologique à la dérégulation des marchés a déjà fait son œuvre, les leaders socialistes se sont pour la majorité ralliés aux bienfaits du libéralisme économique, et les affaires peuvent continuer, les privatisations commencer.

Ce que la droite giscardienne n'a pas réussi à faire, la gauche au pouvoir va le faire!

Le terrain a été préparé depuis 1972 où, parallèlement à l'écriture du Programme commun, un autre programme a été mis au point dans un organisme né en 1972, l'Iris (Institut de recherche et d'informations socio-économiques), chargé de la conversion idéologique des socialistes. Parmi ses membres, têtes de pont de réseaux d'influences, on va trouver Jacques Attali, Laurent Fabius, Michel Rocard, l'opusien Jacques Delors, tous bien entourés par des patrons déjà convertis, Gilbert Trigano, Antoine Riboud, etc.

Se négocient alors les futures nationalisations bientôt suivies de privatisations pour le plus grand bonheur du patronat, qu'il ne s'agit pas de spolier bien sûr!

Il s'agit aussi de voir comment la création d'un capitalisme moderne «humanisé» pourra remettre en cause les différentes conquêtes sociales.

La Fondation Saint-Simon va également jouer un grand rôle dans cette conversion idéologique en développant le discours de la troisième voie: ni gauche, ni droite. Ainsi petit à petit, ce club transmet l'idéologie

dominante dans le milieu intellectuel avec des personnages tels qu'Alain Minc, Jacques Delors, décidément partout, Michel Rocard, Pierre Rosanvallon, permanent de la CFDT et ex-dirigeant des Jeunesses ouvrières chrétiennes (Joc), et Edmond Maire, le tout étant financé par l'Oréal, Lagardère ou Usinor.

La pensée unique s'installe sur la vie intellectuelle médiatique françaises!

Inventrice d'un nouveau concept, la «laïcité ouverte», l'Église ne pourra que se satisfaire de cette gauche. Elle ne peut qu'applaudir aux discours d'amitié d'un Jacques Delors, le social-chrétien de service qui participe à l'ERT (table ronde des 40 plus gros industriels européens) dont la moitié des membres émarge à l'Opus Dei, et qui va influencer la création du traité de Maastricht.

Elle ne pourra que se satisfaire également des positions de la CFDT dans tous les grands conflits des années à venir. Visiblement, sa déconfectionnalisation (par rapport à l'ex-CFTC) n'abuse personne! En dix ans de congrès, dans les débats et résolutions, le vocable «travailleur» (on sait que l'expression *lutttes de classes* n'a jamais figuré dans ses statuts) va disparaître au profit de celui de «*négociation*». Le comble, la CFDT finira par se passer avec la CGT!

1982 est aussi l'année où le Vatican accorde la prélatrice personnelle à l'Opus Dei, ce qui fait de cette organisation un puissant soutien ne dépendant d'aucune hiérarchie au sein de l'Église, car étant directement rattaché au pape.

Avec le Groupe Ampère, édition cofondée par l'opusien Claude Bébéar, patron d'Axa, l'Église va pouvoir s'attaquer aux médias en direction de la jeunesse, afin de les confessionnaliser, et monopoliser très vite, à l'échelle européenne, le monde de la bande dessinée ainsi que les émissions télé pour enfants. En sous-main et en conseiller, l'Opus Dei, toujours là, avec Marcel Jullian, la famille Bouygues, Rémy Montagne, surnuméraire de l'Opus Dei, etc.

Cette deuxième gauche n'est pas nouvelle et trouve ses racines dans *Le Sillon* de Marc Sangnier, dans les années 1930. Elle s'inspire directement de l'encyclique *Rerum Novarum* (1891) du pape Léon XIII, première encyclique sociale qui verra naître la revue *Esprit* des catholiques de gauche.

Les années de crise s'expliqueront par les émissions «Vive la crise» inaugurées par un certain Yves Montand en février 1984. Le discours de la Fondation Saint-Simon y est servi, relayé par le journal *Libération*: vous êtes pauvres, c'est de votre faute! Les Trente glorieuses sont derrière nous, va falloir se serrer la ceinture! On connaît la suite: moins de fonctionnaires, casse du modèle social français, etc.

Après l'OPA sur les médias, ce sera l'OPA sur l'école avec l'Institut Montaigne, dans les années 1990, afin de mettre celle-ci sous la coupe de l'entreprise et du patronat. Il s'agit



à terme de libérer l'école, en faire une entreprise autonome et en concurrence comme les autres, promouvoir l'enseignement à la carte. La véritable OPA sur l'école, avec la volonté de mettre l'instruction sous l'emprise de l'entreprise, trouve sa source dans cette période des années 1990 (même si des attaques ont eut lieu bien avant déjà). En février 1993, l'association Créateurs d'écoles est fondée par Guy Bourgeois, l'ami de Gérard Longuet, ex-facho d'Occident, et Philippe Nemo, avec l'appui de plusieurs hauts fonctionnaires de l'Éducation nationale. Son objectif: s'affranchir de la bureaucratie et des carcans étatiques, pour aller vers l'autonomie financière des établissements scolaires, la rémunération au mérite, le recrutement d'enseignants en CDD. Guy Bourgeois sera même le cheval de Troie en étant nommé directeur de cabinet du ministre de l'Éducation nationale, le très chrétien

François Bayrou (cohabitation Édouard Balladur 1993-1995).

Pour terminer cette litanie de reconquêtes patronales et cléricales, il faut citer l'Association pour la liberté économique et le progrès social (Aleps), proche du Groupe Ampère, cofondée par François Michelin, Guy Lemonnier, Georges Albertini. L'association va animer des «Semaines de la pensée libérale» avec pour thème principal, l'école. L'ex-fasciste Alain Madelin, membre de l'Aleps, a déjà travaillé le sujet en publiant en 1984 un livre blanc pour «libérer l'école, promouvoir l'enseignement à la carte, faire de l'école une entreprise, comme les autres, autonome et en concurrence». Il faut dire que pour Madelin, l'école publique est «l'émule des kmers rouges et du totalitarisme!». Et dire que nos enfants ne sont pas au courant!

Nota: le projet Devaquet, en 1986 était censé mettre ces projets en action... les

mobilisations de l'époque en avaient permis le retrait.

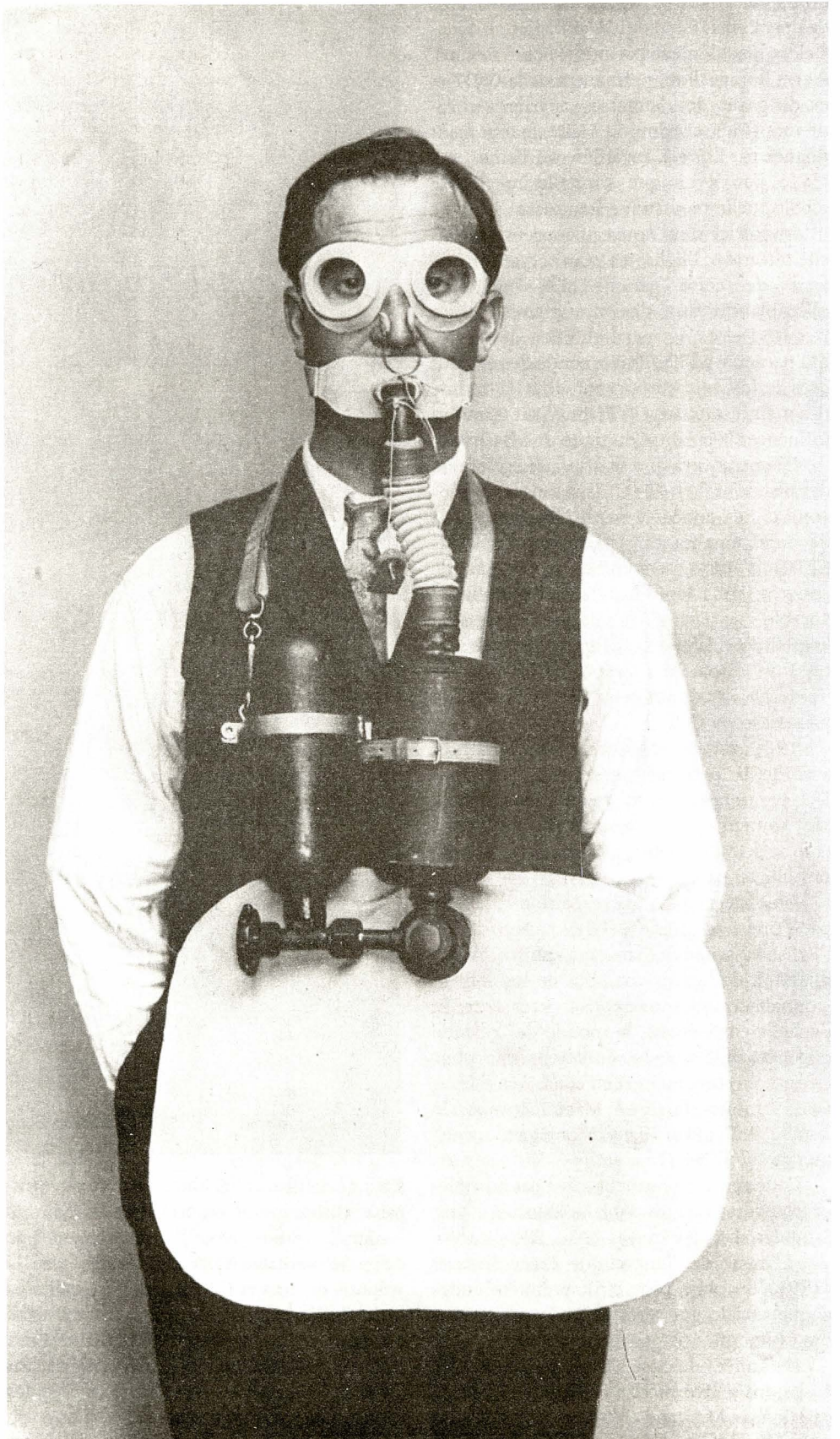
L'Eldorado libéral porté depuis des décennies par les clubs patronaux, du «Siècle», au groupe Bilderberg, en passant par la Fondation Saint Simon est là, pourvu qu'on lui donne les moyens de s'exprimer! C'est bien ce qui va se passer avec la suite du mandat de François Mitterrand, qui prépare le terrain pour les futurs Présidents Jacques Chirac et Nicolas Sarkozy! Désormais, chacun est individuellement responsable de sa situation de précarité et il n'y aura rien à attendre de l'État qui a mieux à faire en renflouant les banques, en privatisant, en détruisant tout ce qui portait les principes de solidarité et d'égalité. L'entreprise économique, dès lors ne devient plus qu'un simple objet, le capitalisme financier remplace le capitalisme industriel traditionnel; seul compte la valeur potentielle à court terme par rapport aux volontés des actionnaires. Le marché est maître: c'est le credo des années 1990, la rentabilité à court terme évaluée à 15 %, étant impossible compte tenu du faible taux de croissance mondiale, les restructurations, délocalisations entraînant des licenciements massifs vont se multiplier. La page des nationalisations est définitivement tournée et pratiquement tous les grands groupes partent à la conquête des nouveaux marchés à l'Est, ainsi qu'aux USA. Les nouveaux gourous des banques d'affaires sont au plus haut, avec entre autres, Jean Marie Messier membre du groupe le Siècle, Vincent Bolloré ou François Pinault sans oublier le personnage important du groupe Ampère, le très catholique, ami d'André Bettencourt, et le parrain des années 1990, l'Opusien Claude Bébéear, qui rachète un grand nombre de mutuelles afin de les privatiser.

Organisée sous Chirac et aujourd'hui Sarkozy la poursuite de la «casse» sociale continue de plus belle. Les mêmes droites parlementaires, aujourd'hui comme hier, exhalent de plus en plus fort l'odeur de leurs extrêmes. Comme dans l'histoire passée on retrouve côte à côte patronat et Église dans la reconquête temporelle et spirituelle.

Et tout ce petit monde ne peut que s'accorder pour abattre toute contestation.

Des cagouleurs, synarchistes et Davidées<sup>1</sup> des années 1920 au Front national, dont l'électorat se trouve également ponctuellement à l'UMP, et les catholiques d'aujourd'hui, ce sont les mêmes qui n'en finissent d'appeler au retour à une société corporatiste à la mode vichyste, obscurantiste, dans une Europe capitaliste et cléricale à souhait. Celle-ci ne pour eux, qu'être communautariste d'où l'acharnement à briser toutes les solidarités construites depuis des décennies, voire des siècles!

L'ennemi n'est pas toujours identifiable au 1er abord, et comme l'exprime Maurice Rajsfus, gardons-nous de croire que les fascistes ne sont qu'au FN, que les curés avec ou



sans soutanes ne sont que dans leurs églises! Non, on les trouve aussi bien dans le patronat, qu'au Parlement ou à l'Élysée.

C'est d'ailleurs logique, l'État n'est-il pas la meilleure base de combat pour manipuler et diriger nos vies tant temporelles et spirituelles? **P.N.**

1. Lire Marceau Pivert, *Socialiste de gauche*, de Jacques Kergoat, édition de l'Atelier (1994), collection La Part des hommes.





# Sciences

« La mission de la science est [...] de planter les jalons immuables de la marche progressive de l'humanité, en indiquant aux hommes les conditions générales dont l'observation rigoureuse est nécessaire et dont l'ignorance ou l'oubli seront toujours fatals. »  
Bakounine

## Prendre des uzis pour des lanternes

### Armes non létales

**Pol Gaucher**

LA LACHRYMO-À-PAPA qui pique les yeux a déjà un pied dans le musée. On n'en finit pas d'imaginer de nouvelles armes non létales pour faire face à des émeutes et autres « crises internes ». On connaissait aussi les lances à eau, les balles en caoutchouc, le Flash-Ball, le Taser et même « les canons à sons<sup>1</sup> ». Mais attendez, il y a mieux.

Souvenez-vous de la prise d'otage dans un théâtre de Moscou en octobre 2002 : 700 otages. Le gouvernement donne l'assaut en envoyant un mélange de substances dérivées du fentanyl, un anesthésiant opiacé développé dans les années 1950. Résultat ? Cent vingt-quatre otages ne se sont pas réveillés. Avec ces « agents incapacitants », on mise sur une perte de conscience, mais comme pour le Taser, parfois on ne maîtrise pas bien la dose...

L'idée n'est pourtant pas neuve. Au milieu du xx<sup>e</sup> siècle, après avoir découvert des médicaments pouvant traiter des maladies mentales comme la dépression ou des psychoses, les militaires se sont demandé si on ne pouvait pas trouver des substances qui, au contraire, provoquent ces psychoses ! Un nouveau champ de recherche était né. Aujourd'hui, on passe tout doucement aux expériences grandeur nature.

« De même, lors du quatrième Symposium européen sur les armes non létales en 2007, des chercheurs de l'Institut de médecine expérimentale et de l'université Charles de Prague ont décrit les effets sur des singes macaques de combinaisons de médicaments qui produisent un arrêt très rapide du comportement agressif. Ils ont soutenu que les médicaments pouvaient être "utilisés pour

pacifier les gens agressifs pendant... des attaques terroristes". Les mêmes chercheurs ont également étudié des méthodes d'administration d'aérosols à des volontaires humains<sup>2</sup>. »

Certes on peut toujours dire que ces armes sont faites pour ne pas tuer. Mais en réalité, ces armes « incapacitantes » améliorent l'efficacité des armes conventionnelles. Les terroristes tchéchènes ont tous été abattus. Et au Vietnam, les Américains ont utilisé des gaz non létaux pour débusquer les Vietcongs de leurs cachettes.

Autre piste de recherche : pourquoi ne pas traiter les champs de bataille avec des « ennemicides » ? L'idée non plus n'est pas nouvelle, comme peut en témoigner le célèbre colonel Moutarde, mais selon les analystes militaires américains, les biotechnologies émergentes annoncent un vrai « changement de paradigme » dans la guerre biologique : on passe au niveau moléculaire. Aujourd'hui on comprend infiniment mieux le fonctionnement des voies métaboliques du corps humain, on peut donc trouver des milliers de manières de les perturber. Comme pour un insecticide ou un herbicide, il est aisé de trouver des molécules qui viennent perturber ces cycles vitaux. L'imagination n'a pas de limite ! Tremblez cancrelats !

Les conventions internationales sont bien incapables de contrôler ces armes. La Convention internationale sur les armes biologiques et toxiques, par exemple, ne s'applique pas aux cas « d'émeutes domestiques » et ne dispose pas de méca-

nismes qui permettent de vérifier que les gouvernements respectent bien la convention. Quelques voix s'élèvent ici et là, mais rien de bien gênant. Selon l'article de *Nature*, non seulement très peu de chercheurs désobéissent (en décidant par exemple de « chercher » autre chose...), mais nombreux sont les militaires qui pensent que ces armes seront très utiles, comme en Irak, en Afghanistan ou dans d'autres borbiers modernes. Les guerres évoluent, les techniques suivent. Ou l'inverse, on ne sait plus trop.

Comment enrayer le phénomène ? Peut-on compter sur la désobéissance des scientifiques ? Sur leur capacité à s'autogérer ? Peut-on faire confiance aux militaires ? Après tout, pourquoi s'arrêteraient-ils en si bon chemin : n'entend-on pas parler de « manipulation intentionnelle des émotions des gens, des souvenirs, des réponses immunitaires ou même de la fertilité » ?

P.G.

1. « Le "canon à son", nouvelle arme contre les manifestants », *Le Figaro*, 28 septembre 2009.

2. « Biologists napping while work militarized », *Nature* n°460, p. 950-951, 20 août 2009. Le présent article est un résumé de l'article de *Nature*. Les citations en sont issues.



# Histoire

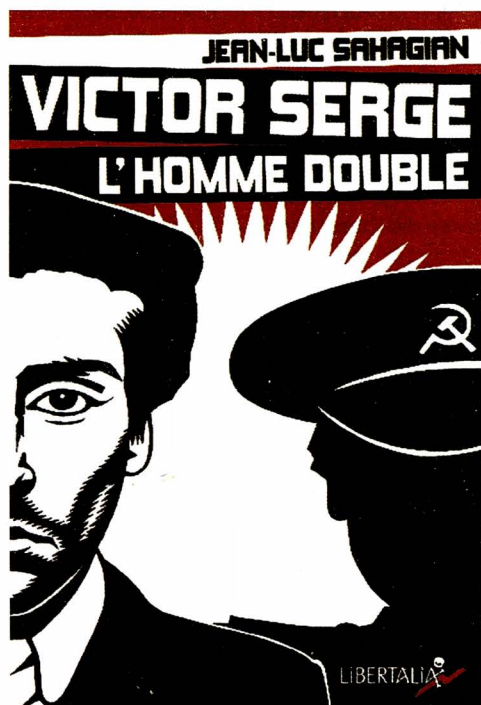
« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »  
Inconnu

## Victor Serge

Entretien avec Jean-Luc Sahagian

### Entretien effectué par Stef@

Groupe Vannes-Lorient  
de la Fédération anarchiste



*VICTOR SERGE, L'HOMME DOUBLE*, écrit par Jean-Luc Sahagian, préfacé par Yves Pagès, est paru aux éditions Libertalia en mai 2011. 235 pages, 13 euros. Disponible à la librairie Publico.

Pour *Le Monde libertaire*, nous avons interviewé l'auteur. Une petite présentation de Victor Kibaltchitch, dit Le Rétif, dit Victor Serge, permettra de situer le lascar. Né en 1890 en Belgique d'émigrés russes révolutionnaires, il fréquente, un peu avant sa majorité, les communautés libertaires belges et françaises, avant de s'installer en région parisienne pour devenir rédacteur au journal *l'Anarchie* de tendance anarchiste individualiste. Il se retrouvera emprisonné après l'affaire de la bande à Bonnot. Il est expulsé ensuite vers l'Espagne où, ouvrier typographe, il se syndiquera à la CNT en 1917 et participera à la revue *Tierra y Libertad*. Quand la révolution russe éclate, il fait route vers la Russie où il s'engage au Parti bolchevik. Il rentre peu à peu en dissidence en s'opposant à la ligne stalinienne au profit de celle élaborée par Trotsky. Proscrit, il est de nouveau expulsé vers la Belgique puis la France. Au cours de ces années, il devient aussi un grand écrivain de renommée internationale. Réfugié à Marseille durant la guerre, il doit s'exiler au Mexique où il meurt en 1947. Aussi ce livre permet-il d'envisager sous un angle original les périodes de l'illégalité anarchiste française des années 1910, les révolutions russe (1917) et espagnole (1936) à travers un acteur important de ces moments historiques, tout en gardant un regard à la fois émouvant et distant. Ces questionnements nous interpellent toujours aujourd'hui.

**Stéphane :** De quand date ta rencontre avec Victor Serge ?

**Jean-Luc Sahagian :** Je l'ai rencontré il y a quelques années en lisant les *Mémoires d'un révolutionnaire*. Je ne suis pas un spécialiste de Victor Serge ni de quoi que ce soit. Si j'ai commencé à m'intéresser à lui et à écrire sur lui, c'est parce qu'il m'interrogeait. C'était aussi une sorte de jeu. Sans plan préétabli, j'ai commencé à écrire sur cet homme et sur certains aspects de sa vie et de sa pensée. Au fur et à mesure de l'écriture, d'autres livres, d'autres itinéraires et d'autres aspects de l'œuvre de Serge venaient compléter ou parfois infirmer ce dont j'avais déjà parlé et me donnaient envie d'écrire davantage. Je suis aussi allé rechercher des documents, lettres ou journaux, aux Archives à Paris, à la BDIC de Nanterre ou à l'Institut d'histoire sociale d'Amsterdam.

J'ai choisi de ne parler dans cet essai que des choses qui m'intéressaient, ce n'est pas une biographie. Ce sont donc certains aspects de Serge qui font écho aujourd'hui chez moi et peut-être chez d'autres personnes : par exemple, son rapport au pouvoir, à l'écriture, à l'amour...

**Stéphane :** Comment as-tu construit ton livre ?

**Jean-Luc Sahagian :** Ce livre ne suit pas un ordre chronologique, c'est plutôt une errance dans une vie et à travers cette vie, dans le xx<sup>e</sup> siècle. Par exemple, dans le premier chapitre intitulé « L'Homme lisse », je pars d'une photo de Serge datant de 1919 lorsqu'il vient d'arriver en Russie. J'ai mis ce

portrait en regard avec d'autres descriptions, cette fois littéraires. De cet ensemble est ressortie l'image d'un homme dissimulant souvent ses sentiments. J'essaie de montrer en quoi cet homme est emblématique du siècle, emblématique du milieu bolchevik fondé sur une certaine duplicité, un refus de montrer ses sentiments. Comme s'il était sans failles, failles qui se révéleront plus tard.

Mon livre est un genre de puzzle aux pièces qui ne s'ajustent pas obligatoirement de manière parfaite, ce n'est pas une image définitive de Serge. C'était quelqu'un agité de courants contradictoires. Il s'est engagé pleinement dans son époque et a porté ainsi un certain nombre de saloperies. Il n'était pas d'un seul bloc : certains le présentent comme un résistant antitotalitaire, d'autres comme un révolutionnaire, d'autres encore comme un renégat à la cause libertaire... comme s'ils voulaient en faire une statue.

Mon livre développe donc un point de vue subjectif sur cet homme, sur ce que ça renvoie en moi aujourd'hui.

**Stéphane :** Tu as choisi de parler assez longuement de la jeunesse de Serge dans le milieu anarchiste individualiste... pourquoi ?

**Jean-Luc Sahagian :** Parce qu'à mon sens c'est un moment de sa vie qui est important, qui va le travailler jusqu'à la fin même s'il choisit de mettre cette période en sourdine, un peu comme si c'était des erreurs de jeunesse.

Sa formation intellectuelle n'en fait pas un bolchevik comme les autres. D'ailleurs, lors de l'enterrement de Kropotkine, c'est le seul bolchevik à être accepté par les anarchistes, il était encore vu comme un camarade, peut-être à tort.

J'essaie de montrer une évolution beaucoup plus heurtée que ce que Serge a voulu raconter. Son passage de l'anarchisme au bolchévisme ne s'est peut-être pas fait aussi simplement que ce qu'il écrit, en tout cas pas de manière continue, harmonieuse. Peut-être que sa manière de parler de l'anarchisme individualiste et de sa fréquentation des membres de la bande à Bonnot révèlent un échec d'une certaine manière dérisoire au regard de son engagement dans la révolution russe. Alors que l'échec de celle-ci est grandiose ! Pour lui, son engagement bolchevik, c'est l'histoire, alors que sa fréquentation des hommes perdus de la bande à Bonnot, c'est juste un fait divers.

**Stéphane :** Tu parles beaucoup du rapport de Serge à l'écriture, cela te semble essentiel ?

**Jean-Luc Sahagian :** Ce qu'il y a d'étonnant chez Serge, c'est le fait qu'il mette constamment sa vie en scène dans des livres : ses romans ou ses mémoires. Il vit plein d'événements cruciaux du siècle, en n'hésitant pas à se mettre dedans, à se mettre en danger,

que ce soit avec les anars, avec les bolcheviks, avec Trotsky plus tard. Il n'est pas un simple témoin, un simple spectateur. Il est aussi, presque parallèlement, un écrivain de cette vie. Il met en scène les événements qu'il traverse, il les réécrit, les réorganise et les réagence. Il en occulte une partie aussi. C'est d'abord un propagandiste et un idéologue, qui se transforme en écrivain. Il y a toujours chez lui cette hésitation entre la vérité et le mensonge.

**Stéphane :** Dans cet homme double, il y a aussi ce rapport au pouvoir et à sa critique...

**Jean-Luc Sahagian :** Je voulais tenter de comprendre les moments de sa vie où il est traversé par ces deux ressorts contradictoires : par exemple le moment où il vient en Russie et où il va directement participer au pouvoir en prenant sa carte au Parti et en se mettant au service de la propagande. À ce moment, il est happé par le pouvoir, mais il faut dire aussi qu'il se laisse happer, on pourrait ajouter qu'il le sait et même qu'il vient dans cette disposition d'esprit.

Au moment de Cronstadt, la question se pose de nouveau : car on voit ce que le pouvoir d'État signifie concrètement (la répression féroce des marins et révolutionnaires du port de Cronstadt par l'État bolchevik), il va s'éloigner quelque temps du pouvoir et aller vivre en communauté avec quelques autres amis dans la campagne russe : dans ce moment de doute, il préconise même un communisme des associations, revenant ainsi vers les idées libertaires. Sans doute songe-t-il à abandonner un temps le pouvoir. Mais tout de suite après l'échec de cette tentative communautaire et parce qu'il lui est impossible d'être en dehors des événements, il renoue avec le pouvoir et va en Allemagne au service du Komintern.

De même pendant la guerre d'Espagne, alors qu'il est exilé en Belgique, il regrette que les anarchistes, qui sont puissants au début de la révolution et de la guerre civile, n'aient pas pris la totalité du pouvoir. Il pense que les anars sont inconséquents et regrette aussi que le Poum, le seul parti qui soit, selon lui, héritier des bolcheviks de 1917, ne soit pas plus puissant. Il n'a pas tiré vraiment les leçons de la transformation si rapide des bolcheviks en maîtres absolus et impitoyables.

**Stéphane :** On peut dire aujourd'hui que le xx<sup>e</sup> siècle a été complètement pourri par cette question du pouvoir et de l'État : totalitaires (staliniens et nazis) ou démocratiques, qui deviennent super puissants, qui s'immiscent dans toute la société. Cela entraîne la quasi-impossibilité de poser la question de l'État, de sa critique, comme s'il n'y avait qu'une seule voie possible. Les premiers à avoir réussi une révolution ont finalement choisi le même type d'organisation que leurs

ennemis. La face du monde aurait pu être différente si d'autres choix avaient été faits par les bolcheviks ou s'ils n'avaient pas éliminé tous les autres. Cela a ensuite produit la même logique dans les bouleversements sociaux suivants du xx<sup>e</sup> siècle et Serge a aussi, malheureusement, participé à la construction de ce sinistre modèle.

**Stéphane :** En quatrième de couverture, tu es présenté comme participant à une bibliothèque libertaire dans les Cévennes. Depuis quand existe-t-elle, comment fonctionne-t-elle, c'est quoi une bibliothèque libertaire tout simplement ?

**Jean-Luc Sahagian :** Cette bibliothèque existe depuis trois ans, elle se trouve à Saint-Jean-du-Gard au 152, Grand'Rue. Elle fonctionne sur le principe de la gratuité (sans droit d'inscription) et sans subvention. Les événements qui y sont organisés (discussions, débats, projections, lectures, repas) sont aussi gratuits et collectifs. Ce lieu est ouvert à tous et on peut venir y partager des textes, des questionnements, des émotions, une tisane, un verre de vodka... Je crois même que des histoires d'amour ont pu commencer dans cette bibliothèque ! On peut y trouver aussi bien de la BD, de la poésie et de la littérature que des livres et des brochures portant sur la question sociale. Ce fonds est alimenté par les dons de nombreux éditeurs, libertaires et autres (ainsi que par nos bibliothèques personnelles). Il y a 3 permanences par semaine et des événements publics hebdomadaires. Enfin, de temps à autre, paraît *Le Bulletin des compagnons de nulle part*, recueil de textes et d'impressions sur un thème particulier. Le numéro douze, paru en avril, évoque le voyage. Ce bulletin peut être trouvé gratuitement à la bibliothèque.

Jean-Luc Sahagian, *Victor Serge, l'homme double*, éditions Libertalia, 240 pages, 13 euros. Disponible à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

# Manifestation pour l'autogestion

## Les anarchistes dans la rue

Le 21 MAI 2011 avait lieu une manifestation pour l'autogestion à Paris. Cela faisait environ un mois que des groupes de la Fédération anarchiste, un peu partout en France, avaient organisé des événements autour de ce thème : rencontres, débats, ateliers, projections, émissions radio, articles, etc.

Cette initiative est née du constat que les anarchistes ne peuvent plus se contenter de se mobiliser seulement «contre», en luttant seulement en réponse à telle ou telle attaque. Il nous faut mettre en avant nos propositions et nos réalisations. Prendre enfin l'offensive au lieu de toujours nous restreindre à contrer des attaques qui se soldent souvent par la négociation de reculs.

Partant de Belleville et arrivant place de la République, c'est environ 300 personnes qui ont défilé : un cortège jeune et énergique sous le soleil de Paris. Slogans, mais aussi arrêts ponctuels à quelques endroits importants dans l'histoire ancienne ou récente des anarchistes (un lieu autogéré en lutte, le siège de la CNT en exil, la bourse du travail, etc.). Nous n'avons pas oublié non plus qu'il y a 140 ans, jour pour jour, les Versaillais reprenaient le contrôle de la capitale dans ce qu'on allait appeler la Semaine sanglante. Ces Versaillais qui, aujourd'hui encore sont au pouvoir, au G8 ou ailleurs. Après avoir traversé les rues de l'est parisien, parfois sous des applaudissements, la manifestation s'est terminée par des prises de paroles de personnes impliquées dans des réalisations autogérées (boulangerie, lycée autogéré, etc.). Alors qu'on essaye trop souvent de nous faire croire que les gens sont résignés, abattus, et que nos combats sont des luttes d'arrière garde, cette manifestation apporte un démenti cinglant. Ce n'est qu'un début ! Les mauvais jours finiront !



Bibo

Groupe Quartier pirate  
 de la Fédération anarchiste

**C'est pas  
du cinoche!**

**Au revoir, René !**

### Prison Break

64 500 détenus dans les prisons françaises. Le record de 2008 a donc été battu. Décidément, plus le chômage et la misère montent, plus la répression devient un créneau porteur : flics, matons, des emplois d'avenir.

### Basic Instinct

Prison toujours, mais sauce américaine, avec notre cher DSK ennuyé pour ses supposés ennuis de braguette. Avouons que ça tombe mal pour le boss du FMI, attendu comme le messie par le PS. Faisant un maximum d'efforts pour ne pas se réjouir de façon trop visible, les candidats à la candidature en profitent pour tenter de se place en pole-position... La politique façon Dallas, ça va relancer le suspense politique de ces tristes sires...

### Après la pluie

Les pénuries d'eau touchent désormais la France, même au printemps. Les agriculteurs producteurs de maïs (un type de culture parmi les plus consommatrices en eau) ne comptent ni changer leurs habitudes, ni changer de culture. C'est du moins ce que laisse entendre la FNSEA et consorts. Le bio et la décroissance, c'est pour quand ?

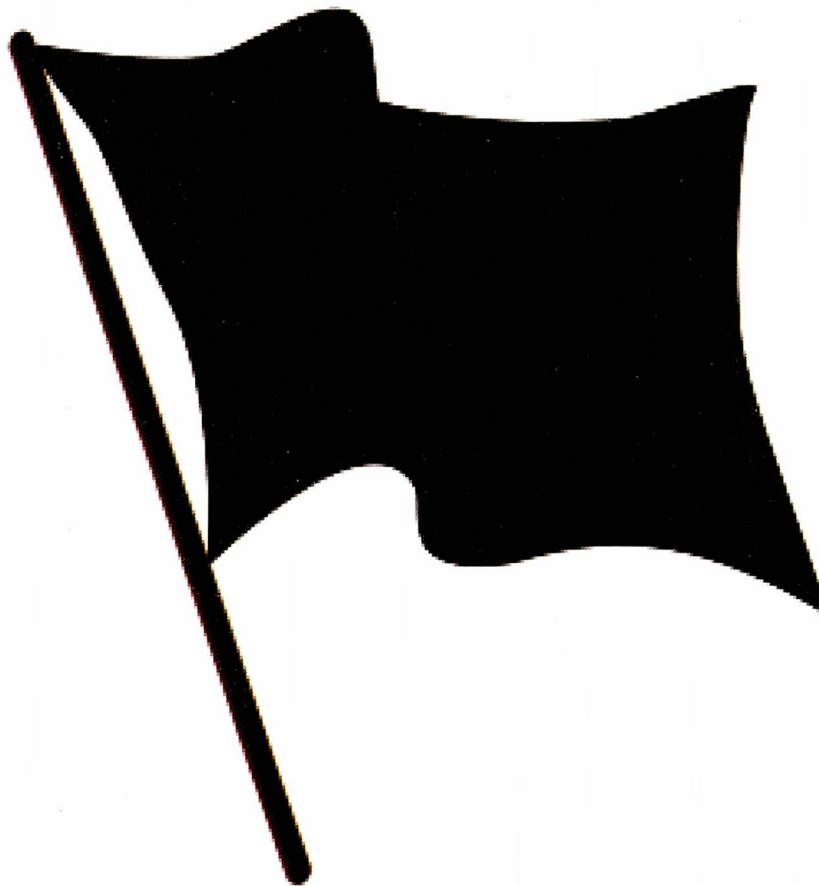
### 20 000 lieues sous les mers

Les boîtes noires du vol Rio-Paris, crashé au-dessus de l'océan Atlantique, ont donc été retrouvées au fond des eaux, et intactes. Comme le disait Roger du PMU, après son troisième ballon de rouge, «c'est l'avion tout entier qu'il faut construire en aussi costaud que les boîtes noires». Pas con.

### Louise Michel

Il y a 140 ans, la Commune de Paris était écrasée dans le sang. La mairie de Paris y va même de son expo, elle qui est si prompte à utiliser la force pour mater les révoltes diverses actuelles. Les rouges qui n'ont pas encore viré au rose, eux aussi, y vont de leur récup en tentant de s'approprier Louise Michel. Pourtant, celle-ci avait déclaré : «Le pouvoir est maudit, c'est pour ça que je suis anarchiste.» Et pan sur le bec!, aurait dit notre camarade de l'autruche...

Bibo



**NOTRE COMPAGNON RENÉ GIEURE** nous a quittés le 12 avril 2011 à Sollies-Pont à l'âge de 99 ans. Né le 19 novembre 1911 à Bordeaux où à 15 ans il entre dans le monde du travail comme apprenti à l'imprimerie Delmas à Bordeaux. Dans cette ville, il rencontre le compagnon Lapeyre qui lui fera connaître l'esperanto.

En 1935, René s'investit dans le mouvement des auberges de jeunesses et, en vélo, parcourt l'Hexagone et posera ses valises dans le Var à Sollies-Pont chez le compagnon Estour qui fonda une communauté libertaire fréquentée par de nombreux compagnons de passages ou en butte avec la répression, dont des réfugiés espagnols et italiens.

En 1940, il se déclare objecteur de conscience et est emprisonné à la prison d'Avignon jusqu'en 1944.

À sa sortie de prison, il est accueilli par ses compagnons des auberges de jeunesses et par sa future compagne, Marguerite Estour.

La grande passion de René fut le cinéma, auquel il consacra une grande partie de sa vie. Il quitte, avec sa compagne, la Provence pour Paris afin de travailler à la Fédération française des ciné-clubs. Il sera chroniqueur du 7<sup>e</sup> art pour de nombreux journaux dont le *Réfractaire* de May Picqueray. Individualiste anarchiste (naturiste), il sera en contact avec de nombreux groupes, dont celui de Toulon et sa région, auprès duquel il sera toujours présent par sa solidarité et ses actions.

Salut René, tu resteras à jamais dans nos mémoires et nos cœurs.

Vive l'anarchie !

Anarchistes Toulon et région

La liaison Auxerre de la Fédération anarchiste se transforme en groupe ! Pour tout contact : [auxerre@federation-anarchiste.org](mailto:auxerre@federation-anarchiste.org) ou 145, rue Amelot, 75011 Paris.



# RADIO LIBERTAIRE

## Jeudi 26 mai

**Chronique hebdo (10 h 00)** Commentaires anarchistes de l'actualité. Au milieu de la presse en général, l'information libertaire c'est comment? Entre les journaux qui répètent (presque) tous la même chose et la presse qui veut en découdre...

**Si vis pacem (18 h 00)** Émission antimilitariste de l'Union pacifiste. Patrick Elliès, pour des chansons qui incitent à ôter les uniformes militaristes.

**Cinéma en free style (19 h 30)** Cinéma alternatif d'aujourd'hui et d'hier. Invitées: Catherine Corringier et Catherine Robbe-Grillet.

**Entre chiens et loups (20 h 30)** Anarliste. Yves, pianiste et jazzman anar. Le jazz, musique libertaire par essence.

## Vendredi 27 mai

**Place aux Fous Musique (13 h 00)** Butoh et musique contemporaine, avec Michel Titin-Schnaider et Lorna Lawrie. C'est une collaboration qui existe maintenant depuis un bon moment. La rencontre du butoh de Lorna Lawrie et de la musique contemporaine de Michel Titin-Schnaider va nous emmener loin dans des contrées poétiques. Pour une fois, pas de session live, la danse s'avérant peu radiophonique (allez savoir pourquoi!).

## Samedi 28 mai

**Chronique syndicale (11 h 30)** Luites et actualités sociales. 11 h 30-12 h 30: Où en est la révolution sociale en Tunisie? 12 h 30-13 h 30: Dans le monde, une classe en lutte.

**Chroniques rebelles (13 h 30)** Débats, dossiers, rencontres... autour de Rimbaud. Deux livres, deux auteurs: *Vivre Rimbaud* de Michel Arouimi (Orizons) et *Arthur Rimbaud ou l'anarchiste inachevé* de Patrick Schindler (Éditions du Monde libertaire). «*J'ai choisi d'attaquer les clichés, les a priori, les fantasmes, voire les mensonges publiés au sujet du poète. Le but de cet ouvrage est d'essayer de savoir pourquoi l'adolescent, qui rassemblait tous les ingrédients de l'anarchie, s'écarta de la lutte sociale.*»

## Dimanche 29 mai

**Folk à lier (12 h 00)** Musiques traditionnelles. Carte blanche à Bruno Letron. Bruno fit tout d'abord connaissance avec la musique traditionnelle dans les bals folks et festoûnoz de danse de la région parisienne. Entièrement autodidacte, c'est à 17 ans qu'il découvre l'accordéon diatonique; il en fait son instrument principal. Son répertoire s'étend des musiques du Centre de la France aux danses de Bretagne. Bruno anime de nombreux stages d'accordéon diatonique en France et en Europe.

## Lundi 30 mai

**Ondes de choc (14 h 30)** Rétrospective des Éditions Attila. Invité: Benoît Virot, à propos notamment du *Paris insolite* de Jean-Paul Clébert.

**Trous noirs (16 h 00)** Luites sociales. Alexandre Bikbov, jeune sociologue de Moscou, nous parle de l'université, des luites militantes en Russie et de leur répression.

**Le monde merveilleux du travail (19 h 30)** Anarcho-syndicalisme, par les syndicats CNT.

## Mardi 31 mai

**Artracaille (11 h 00)** Artracaille fera ripaille sur le thème: Continents, peinture, écriture. Nous recevrons les sœurs Jo et Fred Vargas, à l'occasion de la sortie, aux Éditions de la Différence, d'un beau livre consacré à la peinture de Jo, sobrement intitulé *Jo Vargas*. Le texte qui accompagne les peintures est signé Hugo Lacroix, tandis que sa sœur jumelle Fred en a assuré la préface.

**Les amis d'Orwell (16 h 00)** Une émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

**Pas de quartiers... (18 h 00)** L'émission du groupe Louise-Michel reçoit en direct Mohamed, du groupe Pierre-Besnard, plume assidue du Monde libertaire. Notre compagnon et ses invités feront le point sur les révolutions et les luites au Maghreb et au Moyen-Orient. Tous à vos transistors solaires!

## Mercredi 1<sup>er</sup> juin

**La bibliothèque anarchiste (08 h 00)** Lecture de textes militants.

**Blues en liberté (10 h 30)** Émission musicale blues Elmore James, de Robert Johnson à Chicago.

**Sans toit ni loi (12 h 00)** Émission sur les mal-logés et la précarité.

**Ras les murs (20 h 30)** Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

## Jeudi 26 mai

### Alès (30)

19h30. Le groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste organise une réunion publique avec Larry Portis, auteur de *Qu'est ce que le fascisme?* Rendez-vous au 23, rue du Faubourg-d'Auvergne.

### Saint-Nazaire (44)

20h30. Soirée-débat organisée par la Fédération anarchiste sur la Commune de Paris de 1871, à la librairie Voix au chapitre, 67, rue Jean-Jaurès (près du marché des Halles). Entrée libre.

### Paris III<sup>e</sup>

17h30. Une réunion publique « sur le thème de la réintégration dans l'emploi suite au licenciement » organisée par des salariés syndiqués CGT, CNT, Sud et non-syndiqués, à la Bourse du travail, 85, rue Charlot. M<sup>o</sup> République.

## Samedi 28 mai

### Merlieux (02)

19 heures. Repas des anars à prix libre, en soutien aux activités du groupe Kropotkine. Chili con carne selon la recette du livre de cuisine anarchiste *Mieux vaut boire du rouge que broyer du noir* (Éditions libertaires, 2011). L'auteur, Benoît Rey, sera chef cuisinier et dédicacera son ouvrage. Un philosophe de renom sera parmi nous. Des orateurs évoqueront son œuvre, avec tout le cérémonial qui s'impose... 8, rue de Fouquerolles. Renseignements: 0323801709

### Saint-Laurent en Royans (26)

Le groupe La Rue rôle de la Fédération anarchiste organise une journée « Prisons: entre ignorance et manipulation ». 14h30, atelier d'écriture avec Charlie Bauer (écrivain, anthropologue et ex-taulard) et le Collectif Mary-Read (rappeurs). 17 heures, conférence-débat avec Charlie Bauer autour de l'ignorance et la manipulation dans le monde carcéral. 19h30, repas à prix libre. 21 heures, concert à prix libre avec Trem (rock et rap du Royans) suivi du Collectif Mary-Read (rap engagé de Saint-Étienne). Salle des fêtes. Contact: laruerale@no-log.org

## Paris XI<sup>e</sup>

16h30. Claudio Zaretti et Moustache de Paname viendront pousser la chansonnette à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot. M<sup>o</sup> Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

## Paris XX<sup>e</sup>

14h30. Bienvenue à notre montée au Mur des fédérés. Le rendez-vous est prévu à l'entrée du cimetière du Père-Lachaise, rue des Rondeaux. M<sup>o</sup> Gambetta.

## Dimanche 29 mai

### Le Vigen (87)

De 10 à 19 heures. Organisée par le Cira Limousin (Centre international de recherches sur l'anarchisme), librairie champêtre libertaire au château de Ligoure. Défaites vos idées toutes faites sur l'anarchie. Entrée libre, repas à prix libre.

## Lundi 30 mai

### Nîmes (30)

20 heures. Le groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste organise une réunion publique avec Larry Portis, auteur de *Qu'est ce que le fascisme?* Rendez-vous au Centre Pablo Neruda.

## Vendredi 3 juin

### Auray (56)

20h30. Accueil de la caravane des gueux contre les lois sécuritaires et discussion autour du contrôle social, avec un zoom sur la vidéosurveillance dans le Morbihan. Interventions de Jean-Pierre Tertrais, auteur de *Le Contrôle social en société dite démocratique* et de participants de la caravane des gueux, à l'invitation du groupe libertaire Lochu (Fédération anarchiste de Vannes). Groupe scolaire Rollo, salle Julienne-Marca, 1, rue Picasso. Entrée libre. Infos: fedeanar56@yahoo.fr

## Samedi 4 juin

### Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe Lairial: « L'exploitation humaine, la collaboration de classe et la cogestion au travail sont le lot du salariat dans le cadre de l'intérêt général. L'autogestion est-elle compatible avec le bien commun? » L'Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

## Mercredi 8 juin

### Paris XII<sup>e</sup>

19 heures. Projection-débat de deux films, *Le Monologue de la muette* de Khady Sylla et Charlie Van Damme et *Vous êtes servis* de Jorge Leon. Coorganisé par le Rajifire et Mondes et multitudes à la Maison des ensembles, 3-5, rue d'Aligre. *Le Monologue de la muette* fait le portrait d'Amy, jeune domestique à Dakar et *Vous êtes servis* présente des témoignages d'émigrantes indonésienne travaillant comme employées de maison. Entrée libre.

**CÉLINE  
PESSOA**



**L'ARTISAN DU VERBE  
ETRE**